

À NE PAS MANQUER
À L'INTÉRIEUR

cahier spécial
La Tribune
PUBLIREPORTAGE

60
1935 1995

J. ANCTIL
MATÉRIAUX

"Reno
vateur
RDM



La Tribune

85^e ANNIVERSAIRE

jeudi
SHERBROOKE
20 avril 1995
86^e ANNÉE - No 51
0,50 (WEEKEND: 1,25\$) Plus taxes

DÉJEUNER!

JE **BURGER KING**
préfère

Les sports/C1



Le Canadien à un point du 8^e rang

Économie/B4



Le Salon Expo habitat prend son envol cet après-midi

Bombardier achète 2 usines de bateaux

Manif/C5



Congrès de Human Life: les policiers imposent le calme

Windsor/A5
Un promoteur parle de cent emplois

Région 04/B1

Les familles d'accueil gagnent contre le CPEJ

Météo/A2

(110^e jour de l'année)

Lever du soleil: 5h54
Coucher: 19h39

Ensoleillé,
maximum 12°

Demain: variable,
maximum 10°

L'attentat d'Oklahoma City sème la terreur aux É.-U.

□ Un nombre incalculable de morts dans les décombres d'un immeuble de neuf étages

Oklahoma City (Reuter)

At moins 26 personnes, dont 17 enfants, ont péri dans l'explosion d'une voiture piégée qui a dévasté hier un immeuble officiel à Oklahoma City, dans le centre des États-Unis. Trois cents personnes sont toujours portées disparues.

Au moins 350 personnes ont été soignées pour des blessures diverses. Une femme a dû être amputée d'une jambe avant de pouvoir être évacuée des décombres de cet immeuble de neuf étages, qui abritait divers services administratifs fédéraux. A la tombée de la nuit, mercredi soir, les efforts des secours étaient gênés par la pluie.

A l'origine de l'explosion, qui a été entendue à des dizaines de kilomètres à la ronde, il y aurait un véhicule piégé contenant 450 à 550 kg d'explosifs. Après son explosion, de nombreuses alertes ont provoqué l'évacuation d'immeubles fédéraux dans tout le pays.

Cette explosion survient deux ans jour pour jour après l'assaut lancé le 19 avril 1993 contre les locaux de la secte des Davidiens à Waco au Texas, lors duquel 71 personnes avaient péri. Mais un survivant a rejeté l'hypothèse d'une implication de la secte.

Le bilan outrepassa d'ores et déjà celui de l'attentat contre le World Trade Centre à New York en février

Une page complète sur la tuerie (C12)

1993, qui avait fait six morts et un millier de blessés.

Le FBI est à la recherche de trois suspects, dont deux d'apparence proche-orientale, qui ont été vus dans une Chevrolet aux vitres fumées. Deux des passagers ont les cheveux bruns et portent la barbe.

L'Attorney General (ministre de la Justice) Janet Reno a déclaré qu'il pourrait y avoir 100 à 250 disparus après l'attentat. Les autorités ont été informées de ce que 550 personnes étaient en fonction dans



Un secouriste remet un enfant blessé dans les bras d'un pompier, sur les lieux de l'explosion.

Photolaser AP

l'immeuble au moment de l'explosion et que 250 seulement d'entre elles avaient été recensées ultérieurement. Mais il est difficile de se faire une idée du nombre de morts

réel, car certaines personnes, présentes sur les lieux au moment de l'explosion, ont quitté les lieux par elles-mêmes.

Certaines sources font état d'un

bilan bien plus lourd que le bilan provisoire. Selon un responsable des services d'ambulance, il y aurait en fait 80 morts.

La Commission sur l'avenir du Québec soumet son rapport

La souveraineté est la seule option possible et il faut de nouveaux liens

André BELLEMARE Québec (PC)

La souveraineté demeure la seule option possible pour répondre aux aspirations collectives des Québécoises et Québécois. Le maintien de la constitution actuelle appelle des perspectives d'avenir très sombres.

Un Québec devenu souverain chercherait à maintenir l'association économique actuelle avec le Canada («le Canada n'aurait d'autre choix que de négocier en raison du volume des échanges commerciaux avec le Québec») et partagerait le dollar canadien comme monnaie.

Sur le plan politique, il serait souhaitable de prévoir certaines institutions plus politiques qu'économiques pour qu'un Québec souverain et le Canada gèrent mieux les liens qu'ils jugeront opportuns

d'établir. Ces institutions politiques pourraient prendre des formes bien diverses mais demeuraient toutefois des organismes qui relient par traités des États souverains.

Voilà ce qui se dégage des quelque 40 recommandations contenues dans le rapport de 100 pages de la Commission nationale sur l'avenir du Québec, présidée par Mme Monique Vézina, remis hier au premier ministre Jacques Parizeau au cours d'une grandiose cérémonie au Salon rouge de l'Assemblée nationale en présence d'environ 200 personnes.

Signé par les 18 membres de la Commission, le document aborde plusieurs questions en relation avec la souveraineté du Québec soulevées lors des audiences des commissions régionales en février et mars, comme la Constitution d'un Québec souverain, la culture, la nationalité, les droits de la minorité anglophone, des communautés culturelles et des autochtones, la décentralisation

dans un Québec souverain.

Le premier ministre Parizeau a dit qu'il réagirait plus en détail après avoir étudié le rapport.

Au sujet du projet de société dans un Québec souverain, réclamé par plusieurs intervenants aux audiences, les commissaires ont préféré laisser au gouvernement le soin de le définir. Il en est de même pour la question référendaire mais qui devrait être «claire, précise et sans ambiguïté», selon les témoignages entendus lors des consultations.

Le contenu du rapport est le résultat de la participation d'environ 55 000 personnes et organismes à 435 audiences publiques tenues dans tous les coins du Québec en février et mars par les 18 commissions sur l'avenir du Québec.

Une fois acquise la souveraineté, la Commission suggère que soit mise sur pied une Assemblée constituante, élue, qui procéderait à la rédaction d'une constitution.

La Commission nationale a porté une attention particulière aux inquiétudes plusieurs fois exprimées lors des audiences par les personnes âgées, le maintien des pensions et suppléments, et par d'autres sur les prestations d'assurance-chômage dans un Québec souverain.

A ce propos, la Commission recommande que soient introduites dans le projet de loi sur la souveraineté des dispositions concernant toutes les autres prestations versées aux individus par le fédéral.

Québec devrait établir de nouvelles règles et pourvoir à la continuité des services antérieurement

• Réactions en A9

assurés, telle la garantie que les fonctionnaires fédéraux qui résident au Québec soient intégrés à la fonction publique québécoise.

Les camions publicitaires ne partiront pas de sitôt

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

Les camionnettes publicitaires ne sont pas à la veille de disparaître du paysage de la ville de Sherbrooke. Bien au contraire, elles risquent de se multiplier.

De fait, André Giroux, propriétaire de l'entreprise Camions publicitaires R.A. se dit très satisfait de la décision rendue mardi par le juge Pierre Boily de la Cour supérieure.

Le juge Pierre Boily a accordé une injonction interlocutoire, demandée par la Ville de Sherbrooke et forçant André Giroux à cesser d'installer des enseignes au sol. Ces enseignes doivent être installées sur une base en béton après avoir obtenu un certificat d'autorisation.

Dans un communiqué remis à la presse, hier, André Giroux écrit que le jugement a le mérite de préciser de façon claire la portée du règlement municipal. Celui-ci ne s'appliquerait, selon André Giroux, que pour les camions publicitaires immobilisés, donc devenant une enseigne au sol.

«Personne n'a parlé d'enlever mes camions, de confier André Giroux à La Tribune. Tous mes camions circulent et il y en a juste deux ou trois qui n'étaient pas en mesure de le faire. Je félicite le juge parce que sa décision nous évite de faire un débat de fond sur la question.

«On va continuer à faire ce qu'on faisait, d'ajouter le propriétaire de l'entreprise. Pour respecter l'injonction, je vais juste m'assurer que mes camions sont déplacés. J'ai même un service de chauffeur depuis quelque temps pour les commerçants qui n'ont pas le temps de déplacer les camions.»

Dans son communiqué de presse, André Giroux soutient même que l'usage de camions publicitaires en circulation devient parfaitement légal. Il écrit aussi que contrairement à ce que pensent certains élus, les camions publicitaires ne disparaîtront pas du décor à Sherbrooke, mais seront à l'avenir plus nombreux.

«On n'est pas pire que les autobus de la CMTS ou les panneaux de Médiacom, de renchérir André Giroux. Qu'ont-ils à la Ville à s'acharner sur mes camions. C'est quoi la différence avec les 4,9 % que les concessionnaires automobiles installent sur leurs autos?»

Adjoint au directeur des services juridiques de la Ville, Patrick Thérault n'était pas en mesure, hier, de préciser pour sa part si les camions publicitaires allaient disparaître du paysage de Sherbrooke.

«C'est ça que je veux regarder à savoir la portée de l'ordonnance, d'indiquer Patrick Thérault. Je ne suis pas sûr pour les camions déjà en place car notre requête ne visait pas à faire enlever les enseignes existantes. La demande que nous avons placée c'est pour arrêter d'en installer des nouvelles et nous avons obtenu gain de cause. Le jugement est satisfaisant.»

Vidéopokers: la chasse reprend

(A3)

POUR MOINS
DE

5 \$



Les petites annonces de
La Tribune

564-0999
1 800 567-6955
(de l'extérieur)

EMPLOIS DU JOUR

Cuisinier/ère
Code prof: 6242 # 2955303
Lieu: Sherbrooke
Salaire: 7.50 \$/heure, permanent, 30 à 35 h/sem, soir et fin de semaine
Exigences: disponible semaine et fin de semaine, 3 à 4 ans expérience comme cuisinier/ère en service rapide
Fonctions: préparer cuisine rapide, frites, hot dogs, hamburgers.

Moniteur/trice conduite auto
Code prof: 4216 # 2957458
Lieu: Sherbrooke et environs
Salaire: à discuter selon expérience, perm plein temps, 40 h et plus/sema
Exigences: permis de moniteur de la SAAQ, bilingue un atout
Fonctions: enseignement pratique de la conduite automobile pour Sherbrooke et environs.

Cons-vendeur/euse commun.
Code prof: 6221 # 2940059
Lieu: Estrie
Salaire: de base + commission, permanent plein temps 40 h/sem
Exigences: possibilité travailler soir + fin de semaine au magasin, voiture, obligatoire: expérience dans la vente, entreprenant, bonne présentation et dynamique
Fonctions: accueillir clients, conseiller, vendre et service après vente sur la route ou au magasin de téléphones cellulaires, de pagettes et de produits de communication.

Ouvrier/ère pépiniériste
Code prof: 8432 # 2949925
Lieu: Martinville
Salaire: à discuter, saisonnier, plein temps 44 h/sem
Exigences: travaille de 7h à 16h30, bonne dextérité manuelle, bonne condition physique, jugement rapide, expérience un atout
Fonctions: travail dans pépinière de production forestière.

Veillez vous présenter à votre Centre d'emploi du Canada afin de consulter les offres dans les guichets informatisés d'emploi ou téléphoner à Info-Centre: 564-5970, 564-5983 (option 3). Une initiative de La Tribune en collaboration avec le Centre d'emploi.

O.B.P.E. LOGE 67
TÉL.: 569-1600
240, rue Montréal
Sherbrooke
(Québec)

LOGE DES ÉLANS

VENDREDI 21 AVRIL 1995
FESSE DE BOEUF
Hôtes:
Paul Garand et Guy Marcoux
Bell Québec
14 MAI 1995
BRUNCH FÊTE DES MÈRES
11 h à 14 h

Billets et réservations: 569-1600

Victime d'une chute au Collège Bishop's

Un messenger demande 90 000 \$ à Bell

Jacques LEMOINE Sherbrooke

Le préposé d'une entreprise de messagerie réclame une compensation de plus de 90 000 \$ à Bell Canada à la suite d'une chute au travers une trappe ouverte dans un immeuble au Bishop's College School, à Lennoxville.

M. Normand Larochelle s'était

infligé des blessures au genou gauche, au coude droit et à l'épaule droite lors de cet incident remontant au 14 septembre 93.

Cela ressort d'une poursuite en dommages et intérêt inscrite en Cour supérieure du district de Saint-François par l'intermédiaire de Me Marc Létourneau.

M. Larochelle relate dans sa poursuite qu'il s'était rendu dans un

local utilisé pour la poste afin de livrer et prendre possession du courrier comme d'habitude.

Il a salué le responsable du local et s'est dirigé vers une petite table pour signer un document.

M. Larochelle est alors tombé dans un trou après avoir mis le pied dans une trappe.

Il ne s'était jamais rendu compte auparavant de l'existence de cet ac-

cess au sous-sol, situé près de l'entrée et caché par la table.

Cette trappe aurait été ouverte par un préposé de Bell pour descendre au sous-sol afin d'effectuer des travaux au système téléphonique de l'établissement.

Me Létourneau allègue dans sa procédure que cet accident est attribuable à la faute de la compagnie parce que son employé devait savoir que les usagers entrant dans le bâti-

ment ne pouvaient soupçonner à cause de l'effet du contre-jour l'existence d'un trou béant laissé sans indication à quelques pieds de la porte.

M. Larochelle réclame 39 500 \$ pour incapacité temporaire pendant 14 mois, moins les montants déjà reçus de la CSST, 21 000 \$ pour déficit anatomo-physiologique, 15 000 \$ pour perte de jouissance de la vie et 5 000 \$ pour préjudice esthétique.

La Grande Randonnée 95 en toute sécurité

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

C'est en toute sécurité que les 7000 cyclistes attendus à la 4^e édition de La Grande Randonnée de l'Estrie pourront emprunter les rues de Sherbrooke le dimanche 28 mai prochain.

Président de l'événement, Laurent Pélouquin en a donné l'assurance hier en conférence de presse, précisant que 90 pour cent du trajet urbain sera exclusivement réservé aux cyclistes, comparativement à un maigre 60 pour cent l'an dernier. On se souviendra que plusieurs véhicules stationnés en bordure de rues, rendaient le circuit 94 périlleux en certains endroits exigus.

«Il y aura moins d'automobiles stationnées dans les rues, de promette Laurent Pélouquin. On a pris les dispositions pour que les autos ne se trouvent pas sur le parcours. On pourra même au besoin faire déplacer les véhicules qui seront jugés dangereux. Ce n'est pas une mince tâche d'encadrer 7000 cyclistes. Nos bénévoles seront aussi mieux formés pour assurer la sécurité des participants.»

Pour le président Pélouquin, l'édition 95 s'avère une année de défis. Outre la sécurité, l'organisation veut perpétuer l'image d'un fête populaire, agréable pour les participants. Le trajet a également été modifié et conduira le train cycliste dans de nouveaux secteurs, soit l'est de la ville et dans les municipalités de Johnville, Milby et Huntingville.



Laurent Pélouquin, président de La Grande Randonnée, explique le nouveau circuit de l'édition 95 à Line Pivin, directrice des communications et Raymond Tardif, président d'honneur.

Comme par les années passées, deux trajets de 20 et 44 kilomètres sont proposés aux amateurs. Les côtes de l'Estrie sont de nouveau au rendez-vous! Rien de comparable cependant d'assurer Laurent Pélouquin avec les ascensions de Moulton Hill et de North Hatley au cours des deux premières éditions.

Ceux qui opteront pour le trajet de 44 km devront entre autres se mesurer à deux côtes d'environ trois kilomètres de longueur, soit sur la route 108 devant la ferme expérimentale de Lennoxville et sur le Chemin Orr entre Johnville et Milby. L'organisation assure qu'il s'agit de côtes comparables à l'an dernier,

notamment dans le secteur de Saint-Elie tandis que le dénivelé varie entre 160 et 240 mètres d'altitude.

«Le niveau de difficultés en raison de la topographie fait en sorte que le trajet de 44 km se compare facilement au 68 km de Montréal, de noter Laurent Pélouquin. Cela demeure à un niveau accessible pour

les cyclistes occasionnels, le grand public. Les gens sont invités à faire une balade à leur rythme et à prendre des pauses. Il n'y a pas d'éléments d'exploit.»

Tout comme l'an dernier, il en coûtera 10 \$ pour les adultes et 5 \$ pour les moins de 16 ans afin de participer à l'événement. En quatre ans, le budget de l'organisme est passé de 50 000 à 75 000 \$, pour des profits de 200 \$ en 94. Cette année, La Grande Randonnée a même embauché un directeur général permanent, Bruno Léger.

Président d'honneur de cette 4^e édition, le président et éditeur de La Tribune, Raymond Tardif invite les cyclistes à s'inscrire le plus tôt possible. Des formulaires d'inscription sont disponibles dans les magasins Canadian Tire de Sherbrooke et Fleurimont et un séjour à l'auberge Ripplecove sera attribué parmi les personnes inscrites avant le 12 mai.

«C'est une belle activité qui amène un rayonnement sur la région et à Sherbrooke, d'affirmer Raymond Tardif. La qualité de l'organisation est aussi à souligner. On voit que les responsables savent où ils vont. C'est aussi une belle fête à laquelle je donne rendez-vous le 28 mai.»

Responsable du secteur tourisme à la Société de développement économique, Danielle Gauthier estime pour sa part que l'édition 94 a laissé des retombées économiques directes de 193 400 \$, dont 23 000 \$ pour le tourisme.

«Selon Vélo Québec, dit-elle, c'est le troisième événement du genre en importance au Canada.»

Centraide distribue 334 685 \$ à 58 organismes

Michel RONDEAU Sherbrooke

Recevoir une aide financière de Centraide, ça permet de respirer au plan financier, mais ce qui est le plus important peut-être c'est la reconnaissance de notre organisme.»

Mme Carolle Bergeron, coordonnatrice du Centre des jeunes de Lennoxville, émettait ce commentaire hier, à la suite d'une conférence de presse au cours de laquelle Cen-

traide annonçait la répartition de ses fonds pour l'année 1995.

Le Centre des jeunes soulève parfois des interrogations dans la population, avec ses jeunes aux allures bigarrées, note Mme Bergeron. «Nous légeons aussi dans un sous-sol, ce qui accroît encore le mystère aux yeux des gens.» En ce sens, la reconnaissance de Centraide permet de faire tomber des préjugés.

Les objectifs du Centre des jeunes de Lennoxville est d'offrir des ateliers éducatifs ainsi que des activités formatrices au niveau de la prévention aux jeunes de 12 à 18 ans (80 pour cent d'anglophones); d'or-

ganiser des activités de loisirs dans le but de briser l'isolement des jeunes; d'encourager la prise de décision, l'autonomie et la prise en charge chez les jeunes.

Ce Centre ainsi que trois autres organismes comptent parmi les nouveaux groupes qui obtiennent cette année du financement de Centraide. Les trois autres sont La Maison des jeunes «Les Pacifistes» de Waterville, le Centre d'action bénévole de Windsor, qui tente de répondre aux besoins des familles monoparentales par le biais des cuisines collectives, ainsi que le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de l'Estrie.

Centraide, explique son direc-

teur, M. Claude Forgues, n'accepte de subventionner de nouveaux groupes qu'à la condition de voir les revenus de sa campagne annuelle augmenter et d'avoir la certitude de pouvoir continuer à les financer par la suite. «Tu es responsable de ce que tu as approuvés», lance-t-il, en faisant allusion au «Petit Prince».

La campagne de l'automne 1994 a permis d'amasser 521 065 \$, ce qui constituait une hausse de 4 pour cent par rapport à l'année précédente.

Ainsi, 58 organismes de la région peuvent se partager 334 685 \$. Ces organismes oeuvrent auprès des familles, des jeunes, des personnes

handicapées, des personnes âgées, des sans-emploi et des personnes à faible revenu ou sans revenu.

Une somme de 23 075 \$ a été réservée à des projets communautaires, 13 000 \$ sont réservés aux groupes qui organiseront la campagne 1995 dans leur municipalité.

Notons que le secrétariat de la campagne reçoit 60 136 \$ et que les services à la collectivité (répertoires, évaluations etc.) pourront compter sur un budget de 90 210 \$.

Claude Forgues signale que les fonds accordés sont partagés à peu près à parts égales entre les organismes de Sherbrooke et ceux de la région.

RÉSULTATS
Tirage du 95-04-19

1 ^{er} numéro		2 ^e numéro	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
307710	10 000 \$	103615	10 000 \$
07710	1 000 \$	03615	1 000 \$
7710	100 \$	3615	100 \$
710	10 \$	615	10 \$
10	5 \$	15	5 \$
3 ^e numéro		4 ^e numéro	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
30711	1 000 \$	10361	1 000 \$
3077	100 \$	1036	100 \$
307	10 \$	103	10 \$
30	5 \$	10	5 \$
5 ^e numéro		6 ^e numéro	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
365627	10 000 \$	550816	100 000 \$
65627	1 000 \$	50816	1 000 \$
5627	100 \$	0816	100 \$
627	10 \$	816	10 \$
27	5 \$	16	5 \$
7 ^e numéro		8 ^e numéro	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
36562	1 000 \$	55081	1 000 \$
3656	100 \$	5508	100 \$
365	10 \$	550	10 \$
36	5 \$	55	5 \$

Banco 9 10 12 16 18
19 20 22 24 31
36 44 45 46 50
Tirage du 95-04-19 53 56 60 63 70

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Le caporal Michel Gonin, de Sherbrooke, est décoré par le gouverneur général

Ottawa (PC)

Trois soldats canadiens, dont le caporal Michel Gonin de Sherbrooke, ont été décorés par le gouverneur général Roméo LeBlanc pour avoir aidé des patients abandonnés dans des hôpitaux psychiatriques en Bosnie-Herzégovine.

Tous trois ont pris soin de 530 handicapés mentaux et physiques qui avaient été enfermés dans leurs chambres dans les hôpitaux de Drin et de Bakovici en novembre 1993.

Le sergent Gary Paul Stevenson de Saint-Jean de Terre-Neuve a reçu la Croix de service méritoire pour avoir fait preuve de professionnalisme exceptionnel.

Le caporal Michel Gonin de Sherbrooke a reçu la Médaille de service méritoire pour avoir fait preuve de professionnalisme exceptionnel.

Le caporal Joseph Roger Dominic Lapointe de Montréal a reçu une médaille pour s'être distingué durant son service.

M. Stevenson a conduit une patrouille de 10 personnes pour protéger et assister les hôpitaux de Drin et de Bakovici, directement sur le chemin emprunté par l'armée croate.

Le personnel civil avait évacué les lieux à la hâte et enfermé les patients, dont beaucoup étaient des enfants, dans leurs chambres sans chauffage ou électricité.

M. Gonin, un membre de l'escadron détaché dans les hôpitaux, a pris en charge la chambre de traitement de l'hôpital de Bakovici, prenant soin de 355 patients jusqu'à l'arrivée du personnel médical onusien.

M. Lapointe a été atteint par un projectile au pied droit alors qu'il conduisait un camion de 10 tonnes faisant partie d'un convoi humanitaire destiné aux hôpitaux en janvier 1994. En dépit de la blessure, il a insisté pour conduire le véhicule à l'extérieur de la zone de danger, permettant aux autres membres du convoi de quitter le secteur.

LA LOTTO 6 / 49 3 4 11 12 28 31 (8)
L'EXTRA 7 1 5 3 3 1
LA QUOTIDIENNE 3 0 9 - 0 8 5 0

LaTribune
1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,
Tél.: 564-5450, J1K 2X8

Téléphones:
Petites annonces: 564-0999
Publicité: 564-5450
Rédaction: 564-5454
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc. (division La Tribune)

Abonnement par la poste au Canada, sauf endroits desservis par camélot et camélots motorisés.
TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$255.00, TPS \$17.85, TVA \$17.74 = \$290.59
6 mois \$140.00, TPS \$ 9.80, TVA \$ 9.74 = \$159.54
3 mois \$ 80.00, TPS \$ 5.60, TVA \$ 5.56 = \$ 91.16
1 mois \$ 50.00, TPS \$ 3.50, TVA \$ 3.48 = \$ 56.98

HORS DE NOTRE TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$310.00, TPS \$21.70, TVA \$21.56 = \$353.26
6 mois \$185.00, TPS \$12.95, TVA \$12.87 = \$210.82
3 mois \$110.00, TPS \$ 7.70, TVA \$ 7.65 = \$125.35
1 mois \$ 55.00, TPS \$ 3.85, TVA \$ 3.83 = \$ 62.68

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS
1 an \$700.00, 6 MOIS \$410.00, 3 MOIS \$265.00, 1 MOIS \$130.00

«La Tribune» est membre de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau de Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reader, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similes de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

Livraison à domicile:
— Camélots et camélots motorisés
Prix de vente suggéré incluant T.P.S. payée par le camélot \$3.43
prix de vente au Québec \$3.77
Coût à l'étranger \$3.65

ENVOI DE PUBLICATION:
Enregistrement No 0529168

Prévisions à long terme pour Sherbrooke
Source: Environnement Canada

Aujourd'hui	Ce soir	Vendredi	Samedi	Dimanche
ENSELEILLÉ	CIEL VARIABLE (nuit)	CIEL VARIABLE	NUAGEUX	AVERSES DE PLUIE
max 12	min 2	max 10	2/10	3/9

GOLF • BBQ • JARDINAGE • VOYAGE • VÉLO • RENOVATION • SPECTACLE • VOTE

Inquiet de la météo?

1900 451-4455
Nos météorologues à votre service

Environnement Canada
La météo à la source

CAMPING • MÉTÉO-MONDE • FESTIVAL

INDEX

Arts:	B-6	Horoscope:	B-3
Bandes dessinées:	B-3	Info-jeunes:	B-7
Chez nous:	B-1	Messier en liberté:	B-3
Décès:	C-10	Petites annonces:	C-7
Économie:	B-4	Sports:	C-1
Éditorial:	A-10		

Actualité en bref

L'anglais intensif au primaire

Lennoxville - Les inscriptions au programme d'enseignement intensif de l'anglais à l'école primaire Saint-Antoine vont si bon train qu'un premier groupe de 29 élèves est déjà formé et qu'il ne manque que dix élèves pour en former un second.

C'est ce que signale la direction de l'école en invitant les personnes intéressées à ce programme à participer à une session d'information, le mercredi 26 avril, à compter de 19h00.

Le programme est le premier du genre à la Commission scolaire catholique de Sherbrooke (CSCS). Il s'adresse aux élèves de 6e année du primaire en 1995-1996. Il s'étale sur cinq mois alors que le programme des cinq autres mois porte sur l'apprentissage intensif des autres matières, en français.

Des parcomètres sur le campus

Sherbrooke (GF) - Quelqu'un qui aperçoit un parcomètre sur le terrain de l'Université de Sherbrooke n'a pas la berlue.

C'est plutôt que l'université a décidé de réserver des espaces de stationnement avec parcomètres pour les automobilistes, sans cesse plus nombreux, qui n'en ont que pour «quelques minutes» sur le campus.

Les différentes facultés et autres édifices administratifs offrent donc, désormais, à leur proximité, des espaces de stationnement avec parcomètres.

Selon un représentant du service des communications, Gilles Pelloille, l'université avait deux raisons de procéder à l'installation de parcomètres. Il y a d'abord le fait que de plus en plus d'automobilistes prétextent une course de quelques minutes pour stationner de manière illégale sur le campus.

Grand ménage à Lennoxville

Lennoxville - Pour souligner la Journée de la Terre, les membres du Centre des jeunes de Lennoxville ont décidé d'effectuer un grand ménage sur les principales rues de la ville samedi, à compter de 10h. Les personnes intéressées peuvent s'informer au 821-4805.

Aide aux enfants de Tchernobyl

Lennoxville - Cette année encore, 12 familles de l'Estrie prairaient 16 enfants de Tchernobyl en Biélorussie qui viendront passer six semaines dans la région. Les familles d'accueil assument les coûts, 700 \$ par enfant.

En vue de recueillir des fonds pour le groupe d'enfants, une soirée casino est organisée le 29 avril, à 19h30, au Curling Club de Lennoxville. Tim Belford et Royal Orr, animateurs à CBC radio, agiront comme maîtres de cérémonie. Le billet coûte 12 \$ et donne droit à 10 000 \$ d'argent fictif. Ceux-ci sont disponibles auprès de Erin Mallory au 819-842-4381, Lee Hogle au 514-532-2979 ou Tri-Us au 819-822-2632.

Recrutement pour stages outre-mer

Sherbrooke - Le comité local de Sherbrooke du Carrefour canadien international organise ce soir à 19h00 à la Place Andrew-Paton (face au restaurant Le Bateleur) une soirée d'information sur le recrutement de candidats et candidates pour son programme individuel de stages outre-mer.

Cet organisme, voué à la promotion de l'entente entre les peuples, offre chaque année à plus de 170 Canadiens et Canadiennes de vivre une expérience d'échange interculturel par le travail bénévole dans des pays en développement.

Des étudiants à un jeu télé... à Paris

Sherbrooke - Un groupe de dix-huit étudiants et étudiantes de l'Université de Sherbrooke séjourneront à Paris, du 12 au 21 mai, où ils représenteront les Amériques francophones au jeu télévisé Cam-panus 95.

Ce voyage dont tous les frais sont payés par un consortium de télévisions européennes et canadiennes, permettra à neuf étudiantes et neuf étudiants de l'université sherbrookoise d'affronter leurs collègues de 14 autres universités européennes ou africaines.

Au fil du tournage des huit émissions télévisées, chacun des 18 représentants de l'Université de Sherbrooke devra à la fois disputer une épreuve sportive et répondre à des questions portant sur le français et sur le rayonnement de la culture française à travers le monde.

Les universités ou grandes écoles représentées sont en majorité européennes dont cinq de la France alors que les autres sont d'Angleterre, d'Espagne, de Suisse, du Portugal, de Roumanie, de la République Tchèque et de Russie. L'Université de Sherbrooke représentera les Amériques.

La chasse aux vidéopokers reprend

Des agents de la SQ en civil ont accumulé des preuves en espèces sonnantes avant de saisir 16 appareils hier

Pierre SAINT-JACQUES Sherbrooke

La Sûreté du Québec de l'Estrie, notamment les membres de l'Escouade du crime organisé et ceux de l'Unité d'urgence, ont porté un autre dur coup, hier, à l'industrie des vidéopokers. Seize appareils de type vidéopoker ont été saisis dans trois commerces de Sherbrooke, qui sont soupçonnés d'avoir tenu une maison de jeu.

Les policiers ont exécuté les mandats d'arrestation dans les trois cas, selon les articles 201 et 202 du Code criminel, dans lesquels on traite d'avoir tenu une maison de jeu et d'avoir permis l'utilisation de dispositif de jeu.

Dans les motifs des mandats émis, on note justement que sont visés les dispositifs de jeu, les machines de jeu de type vidéopoker, les systèmes de contrôle à distance reliés à ces machines de jeu, la documentation relative à la location et à l'exploitation de ces dispositifs de jeu...

Ces derniers mois, les saisies ont principalement été effectuées en vertu de la loi de la Régie des alcools, des courses et des jeux voulant que tous les appareils de vidéopoker, autres que ceux de Loto-Québec, soient illégaux.

En s'appuyant sur les articles du Code criminel, la SQ devait démontrer que des gens ont joué sur les appareils en question et qu'ils ont reçu de l'argent pour des parties remportées.



Des agents de la Sûreté du Québec ont procédé hier à la saisie de 16 appareils de type vidéopoker dans trois commerces de Sherbrooke.

Or, en fin de semaine dernière, des agents de la SQ, en civil, sont allés jouer sur ces appareils, ils ont remporté des parties et ils ont obtenu

de l'argent pour ces parties.

C'est cette preuve-là que la police devait recueillir.

La cueillette des dispositifs de

jeu a donc débuté vers 10 h 30, hier, du côté du restaurant Place Populaire, 682 rue King Est, puis il y a eu une halte au 876 rue Belvédère où

l'on peut lire sur la devanture Amusement Belvédère quoi que la raison sociale est Billard Belvédère.

Enfin toujours plus haut vers l'ouest, dans l'arcade Amusement Dunant de la Place Dunant, les policiers ont complété le déménagement des appareils.

Au restaurant, on a mis la main sur trois appareils de comptoir, au billard, sur huit appareils dont six montés sur meuble et deux de comptoir, avec un appareil de contrôle à distance; finalement, à l'arcade, cinq appareils de dimensions moyennes ont été saisis.

Des dénonciations pourraient être déposées contre les propriétaires de ces dispositifs de jeu et contre ceux qui les exploitaient.

En tout, les opérations menées à Sherbrooke mais aussi à Montréal et Québec ont permis de saisir 31 appareils et de procéder à 21 arrestations.

Par ailleurs, hier, on apprenait de Me Michel Dussault que la Sûreté du Québec remettrait à son client du commerce La Maison Joyeuse la vingtaine d'appareils qu'elle avait saisis le 2 novembre 1994, aux 36 et 38 Wellington Sud, dans le centre-ville de Sherbrooke.

Il n'a pas caché sa satisfaction en obtenant confirmation de cette nouvelle, conséquence d'un jugement de la Cour supérieure qui déclarait les appareils en question, c'est-à-dire ceux de la Maison Joyeuse, légaux.

On ne saurait faire, semble-t-il, de ce cas particulier une interprétation universelle.

Waterville et Deauville hésitent encore

Ascot accepte de réintégrer la SDERS mais le projet de regroupement régional restera sur la glace jusqu'en juin

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

La municipalité d'Ascot effectuera un retour au sein de la Société de développement économique de la région sherbrookoise (SDERS) pendant que Waterville et Deauville se font toujours tirer l'oreille au point de reporter à juin tout projet de regroupement régional.

Le maire d'Ascot, Robert Pouliot, a donné cette assurance hier soir à la table des maires de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Sherbrooke.

«Ascot s'est fait malmener par Sherbrooke et la SDERS au cours des trois dernières années. On oublie ça, on embarque et on regarde en avant», d'affirmer Robert Pouliot.

Les membres de la MRC devaient se prononcer hier soir sur un projet qui ferait en sorte que la SDERS passera sous leur contrôle. La participation des municipalités de Deauville et Waterville a brouillé les cartes. Les échanges entre le maire Georges Émond de Deauville et le préfet Richard Gingras, également maire de Saint-Élie ont bien failli tourner au vinaigre.



Georges Émond, maire de Deauville



Robert Pouliot, maire d'Ascot

«Ce n'est pas facile d'être un petit autour d'une table de grosses personnes, de se plaindre le maire Émond. On va nous faire la charité. Ben, on ne dépensera pas d'énergie inutilement. On est peut-être des quêtueux, mais ce n'est pas facile de se le faire dire.»

La réplique de Richard Gingras est venue sèchement. «On ne veut pas te faire la chari-

té, on veut juste t'amener dans le club avec nous. Si tu veux passer pour un quêtueux, t'as bel en bel.»

Seule la municipalité d'Ascot s'est donc engagée à réintégrer la SDERS sur la base d'une contribution financière établie à partir du niveau d'endettement des corporations municipales.

Tout en se disant favorable au projet, le maire de Rock Forest, Bertrand Delisle, a pour sa part prétendu que les membres de son conseil n'avaient pas eu le temps de se pencher sur le projet de regroupement. Ce projet a été préparé par le préfet et maire de Saint-Élie, Richard Gingras.

Facture trop élevée

Le maire de Deauville Georges Émond a jeté une douche d'eau froide lorsqu'il a mentionné que sa municipalité voulait se joindre au projet mais trouvait la facture trop élevée.

Le maire de Sherbrooke a alors réagi vivement en se lançant dans un vibrant témoignage en faveur du développement régional. Il a cité en exemple la MRC du Granit qui injecte près de 780 000 \$, soit environ 40 \$ dans le développement économique.

«On parle de solidarité régionale, a plaidé

Jean Perrault. On pourrait continuer à agir seule mais ce n'est pas vrai que c'est juste Sherbrooke qui a perdu des emplois lorsque la Lowney's ou ABB ont fermé. On se doit plus que jamais de se regrouper, sinon on va passer dans la mite. Tout le monde veut participer au développement économique, il va falloir que ce soit plus que des paroles.»

Le maire de Sherbrooke souligne le fait que les ménages de Sherbrooke gagnent en moyenne 33 000 \$ pendant que ce montant grimpe à 43 et 45 000 \$ à Rock Forest et Fleurimont. Sherbrooke assumerait 1,3 million \$ d'un budget de 1,8 million \$ de la SDERS.

À la suggestion de Robert Pouliot d'examiner un projet de tarification particulier pour les municipalités éloignées comme Deauville et Waterville, Jean Perrault s'est dit ouvert aux discussions.

Georges Émond a fait valoir qu'une contribution de 25 000 \$ serait difficile à faire avaler aux membres du conseil municipal de Deauville, tandis qu'une somme de 15 000 \$ serait plus acceptable.

Les maires ont finalement convenu d'analyser une tarification spéciale pour Deauville et Waterville avant de prendre une décision finale le 13 juin prochain.

Des sites routiers dangereux ont déjà été corrigés

François GOUGEON Sherbrooke

L'étude de la Direction de la santé publique de l'Estrie sur les sites routiers qualifiés de dangereux n'a rien appris aux dirigeants du ministère des Transports, même que des corrections ont été apportées à trois des cinq endroits.

«On était au courant de cette étude, même qu'on y a collaboré de très proche», a d'abord réagi un porte-parole, Denis L'Heureux, signalant que certaines données, qui datent de 1981, sont vieilles et n'ont plus de signification, compte tenu des travaux réalisés depuis.

Aussi, dans trois des cinq cas, il y a eu des correctifs majeurs: à l'intersection de la route 112 et du Chemin de la Plage Southière, dans le canton de Magog, une correction géométrique a été réalisée en 1989 et des feux de circulation aménagés en 1993. En ce qui a trait au viaduc de la route 220 surplombant l'autoroute 10-55, dans les limites de Saint-Élie-d'Orford, la pose de feux de circulation, en 1990, a fait en sorte qu'il ne soit survenu aucun accident avec blessé grave ou mortel les trois années suivantes. Pour la route 112, à la hauteur du Chemin Galipeau, à Ascot Corner, d'importants travaux de doublement de la chaussée sont en cours et devraient être complétés l'an prochain.

Des deux cas qui restent, celui de la route 143, à l'entrée de Bromptonville (courbes à la hauteur de la route 222), est présentement à l'étude en vue de définir le mode d'intervention le plus approprié et quant au doublement de la route 55, au nord de Bromptonville, le chantier de quelque 10 millions \$ devrait être lancé en 1996. Il s'agit dans ce dernier cas d'une priorité régionale réclamée par tout le monde depuis plusieurs années.

Du reste, M. L'Heureux a indiqué que la direction régionale de Transports-Québec effectuait elle aussi depuis longtemps des relevés sur des endroits pouvant représenter des risques d'accident. On compte actuellement en Estrie une centaine

de sites qui font l'objet d'une évaluation. Mais la priorité, a-t-il fait remarquer, c'est d'y aller là où des accidents graves ont été recensés, comme dans le cas des cinq sites particulièrement mis en évidence par l'étude de la Direction de la santé publique.

Télé-Son

UN JOUR VOUS VOUDREZ LE MEILLEUR

HITACHI

Performance exceptionnelle



VM-E52

79995\$

- Zoom 12X
- 1 Lux
- Automatique
- Télécommande
- Valise incluse

MEILLEUR PRIX GARANTI

Télé-Son 2300, rue King Ouest SHERBROOKE (819) 822-3344

Plan de crédit disponible
Location écran géant
Illustrations peuvent différer

ERRATUM

Dans l'annonce de



parue le mercredi 19 avril 1995, on aurait dû lire: perte incluse et non pose incluse. Nous nous excusons pour les inconvénients.

4244, boul. Bourque, Rock Forest, (819) 563-2000

Série F

LE VÉHICULE LE PLUS VENDU AU CANADA



9 199* ou 249\$

TOUT INCLUS

PROGRAMME FALS

DANS L'EST

LOCATION

DANS L'EST

LE VOITURIER

1261, KING EST SHERBROOKE

Trois affaires solutionnées grâce à la vigilance de citoyens à Rock Forest

Rock Forest

Dans deux affaires de cambriolage et dans une affaire de méfait, l'implication de citoyens vigilants a permis aux détectives et aux policiers de Rock Forest d'appréhender les suspects et même dans deux cas, de prévenir un vol avec effraction.

Dans une première affaire, un

témoignage a informé les policiers de la présence louche de trois individus sur le chemin Lavallée, dans les limites de Rock Forest.

On a même vu deux jeunes descendre du véhicule pour se rendre à l'arrière des maisons d'habitation.

À peu près au même moment, la SQ faisait part aux policiers forestiers d'une information de même nature. La Sûreté municipale de Rock Forest a donc entrepris le ratisage du secteur pour apprendre que le

véhicule suspect dont on possédait la description et la dimension circulait sur le chemin Blanchette.

Sur ce chemin, ils ont tenté de pénétrer avec effraction dans une maison où se trouvait le propriétaire. Ils ont quitté cet endroit pour une autre cour privée.

De loin, le détective Patrick Vuillemin avait repéré le véhicule suspect sans que les trois occupants se doutent un instant qu'un policier venait à leur rencontre.

Une fois les suspects engouffrés dans la cour privée, le détective Vuillemin a stationné sa voiture juste derrière la leur. Des policiers l'ont rejoint et tous ont procédé à l'arrestation des trois jeunes adultes que l'on a reliés à la tentative d'effraction sur le chemin Blanchette et à un cambriolage, à Sherbrooke.

Durant la nuit pascale, des témoins ont également guidé les patrouilleurs de Rock Forest vers une maison dont la construction était pratiquement achevée, boulevard Mi-Vallon, où des adolescents tentaient de s'introduire.

Enfin, hier, des témoins qui avaient signalé la présence de jeunes rôdeurs autour de véhicules, dans le secteur Boisjoli, ont sans le savoir permis la solution, dès la plainte reçue, d'un méfait commis sur les quatre lampes halogènes qui assurent l'éclairage des réservoirs d'eau de la ville. Le montant des dommages se chiffrait à près de 1000 \$.

Vol qualifié dans une maison à Bury

Pierre SAINT-JACQUES

Bury

Des cagoullards armés ont fait main basse sur plus de 10 000 \$ de biens de toute sorte lors d'un vol commis dans une maison privée et un garage commercial, route 108, à Bury, dans la nuit de mardi à hier.

Les propriétaires étant partis en vacances, un jeune gardien de 18 ans avait reçu la responsabilité de veiller au grain.

Il était déjà au lit quand un bruit l'a tiré du sommeil. Il s'est avancé vers la fenêtre pour apercevoir un cagoullard qui braquait une arme sur lui.

Il s'est enfermé dans la chambre et il a ramassé l'appareil téléphonique sans fil pour lancer un appel au secours mais il a manqué de temps.

Après avoir enfoncé la porte, on a de nouveau braqué une arme vers la victime, on l'a attachée puis on a entrepris la fouille de la maison, du garage et de la remise appartenant à Gaëtan Richard, 1071 route 108, à Bury.

On estime que trois suspects ont pu participer à ce cambriolage avec violence au cours duquel on a volé une chaîne stéréophonique, deux téléviseurs, deux magnétoscopes, deux carabines, des outils, un appareil pour balancer des roues de véhicule, et un véhicule tout terrain à quatre roues... et probablement bien d'autres articles qu'il était impossible d'identifier étant donné l'absence du véritable propriétaire.

La Sûreté du Québec de Cookshire et les membres du Bureau des crimes majeurs se penchent sur ce crime.

FAITS DIVERS

Disparue... puis retrouvée

Canton de Shefford - Les proches d'une jeune femme, âgée de 25 ans, de Granby, qui n'avaient pas donné de nouvelles depuis quelques jours, ont appris avec soulagement hier soir que la jeune femme a été retrouvée saine et sauve.

Josée Lamothe avait visité ses parents le jour de Pâques, soit le 16 avril, à leur maison du Canton de Shefford qu'elle avait quittée vers 13 h 30.

Personne n'a ensuite eu de nouvelles d'elle, ce qui a incité la famille à réclamer l'aide de la Sûreté du Québec qui avait lancé hier un avis de recherche.

À l'issue du congé de Pâques, elle devait retrouver sa fillette de sept ans que l'ex-conjoint avait gardée.

La déchiqueteuse disparaît

Fleurimont - Installée devant un immeuble à logements, Place Couturier, à Fleurimont, une déchiqueteuse que l'on avait louée pour effectuer des travaux a disparu.

Un témoin aurait vu un véhicule s'immobiliser près de

l'appareil propre à réduire en bran de scie les branches; un inconnu l'a fixée au véhicule puis il est reparti.

L'appareil emprunté à un commerce de location vaut dans les 6500 \$.

À qui le mât de basket?

Sherbrooke - Les policiers font parfois de orôles de découvertes lors de leurs patrouilles.

Ainsi, le 11 avril, dans le secteur de la rue Victor-Dupuis, vers 19 h 30, ils ont récupéré dans la rue une base montée sur roulettes, un mât et un panier de basket.

L'objet encombrant repose au quartier général de la rue Marquette où le propriétaire pourra le récupérer.

Vol de soir à Martinville

Martinville - Le temps de quitter la maison pour quelques heures, dans la soirée de mardi, et un citoyen du chemin Dunn, à Martinville, a constaté le passage de cambrioleur.

On lui avait chipé son téléviseur, son magnétoscope, sa chaîne stéréophonique et son jeu de Nintendo.

SUPER VENTE DES MANUFACTURIERS

L'ÉVÉNEMENT ANNUEL DE L'AMEUBLEMENT

Ça arrive à plein camion

À L'ARÉNA DE RICHMOND

au 800, rue Gouin

du 20 au 23 avril

MEUBLES — ÉLECTROMÉNAGERS

ÉLECTRONIQUE CHEZ MEUBLES LOURAMA

COUVRE-PLANCHERS, LIQUIDATION DE MATELAS

ET LES MANUFACTURIERS PAIENT LES TAXES

DES GRANDS NOMS

TELS: WHITE-WESTINGHOUSE, EL RAN, LAZY-BOY, HOT POINT, SEALY, SONY ET BIEN D'AUTRES

LA VENTE DES MANUFACTURIERS À L'ARÉNA DE RICHMOND

4 JOURS SEULEMENT

Nous vous accueillons à l'aréna et/ou chez Meubles Lourama les jeudi et vendredi de 9 h à 21 h et les samedi et dimanche de 9 h à 17 h.

LE MEUBLEUR

LOURAMA INC.

555, rue Craig, Richmond (Québec)

(819) 826-3560 (819) 826-2060

Financement disponible sur place

FIN DE BAIL

VENTE DE FERMETURE

30% à 70% sur tous les espadrilles

asics

adidas

Reebok

NIKE

L'ENTREPOT DU

SPORT

365, rue Alexandre, Sherbrooke 820-2374

PAS DE FRAIS CACHÉS

chez

DORÉ AUTOMOBILES



PLYMOUTH VOYAGER OU DODGE CARAVAN 1995



-Moteur V6 - Transm. auto. - Radio AM-FM cassette - Coussins gonflables jumelés à l'avant - Porte-bagage - Hayon à commande électrique

TAXES INCLUSES

TRANSPORT INCLUS

PRÉPARATION INCLUSE

399\$* /mois

CHEZ DORÉ AUTOMOBILES, PAS DE FRAIS D'OUVERTURE DE DOSSIER NI D'ATTRAPES

Nous acceptons le coupon-rabais de 500\$ de Ford sur nos Voyager ou Caravan

* Location 30 mois, échange ou comptant de 1 340\$, 62 500 km inclus, 6¢/km excédentaire, valeur résiduelle de 12 900\$, dépôt de sécurité de 399\$

3/60



DORÉ
MAGOG

78, boul. Bourque
Omerville
(819) 843-2248

EXPO-HABITAT
DE L'ESTRIE



Desjardins



UNIVERSITÉ
DE
SHERBROOKE
DU 20 AU
23 AVRIL 1995

Jeu. : 17h à 22h
Ven. : 12h à 22h
Sam. : 11h à 22h
Dim. : 11h à 18h

Projet pour l'ex-usine Saint-François de Domtar à Windsor

Un promoteur veut créer une centaine d'emplois

Bobby MERCIER Windsor

Le dossier visant à redonner vie au site de l'ancienne usine Saint-François de la papeterie Domtar pourrait prendre un nouvel élan sous peu. Deux promoteurs sont actuellement dans le décor et l'un d'eux pourrait même créer une centaine d'emplois si son projet débouche.

C'est ce qu'a affirmé le commissaire industriel du Val Saint-François, M. Jocelyn Saint-Jean, qui a été mandaté il y a maintenant deux ans pour travailler sur ce projet après qu'une entente soit intervenue entre les dirigeants de Domtar et les auto-

rités municipales de Windsor, pour laisser l'usine en place dans l'espoir de lui trouver une nouvelle vocation.

Discussions à venir

«Il y a présentement deux investisseurs qui sont intéressés à acquérir ces bâtiments. À ce sujet, il devrait y avoir une rencontre prochainement avec les dirigeants de Domtar afin de discuter de ces deux possibilités». M. Saint-Jean, qui n'a pas voulu divulguer les noms de ces deux investisseurs, a toutefois mentionné que s'il y avait éventuellement une entente avec Domtar pour la vente de ces bâtiments, que les projets et les investissements d'un des promoteurs intéressés serait

générateurs d'une centaine d'emplois.

M. Saint-Jean a poursuivi en expliquant que depuis deux ans, quatre ou cinq promoteurs industriels s'étaient montrés intéressés à acquérir cette usine Saint-François, sans toutefois parvenir à des développements concrets.

«Il y a eu par exemple la compagnie Bombardier qui, à un certain moment, était intéressé à acquérir cette usine, mais malheureusement, la superficie du terrain était trop petite et ne répondait pas aux besoins du fabricant de véhicules récréatifs. Dans ce dossier, il y a également le fait que les dirigeants de Domtar semblent être craintifs pour vendre cette usine et je pense que ces craintes



Jocelyn Saint-Jean, commissaire industriel du Val Saint-François

tar qui est située dans le 12e Rang». Pour sa part, le responsable de ce dossier chez Domtar, M. Pierre Trudel, a indiqué lui aussi qu'il n'y avait pas eu de développement majeur dans ce projet au cours des derniers mois. «Il n'y a rien de nouveau dans ce dossier, sauf que l'on est présentement en négociation avec un promoteur concernant la vente de la machine numéro six. Pour ce qui est des investisseurs potentiels pour l'usine, nous sommes toujours disposés à négocier».

Domtar soutient que Robert Vincent se sert d'une excuse

Michel MORIN Sherbrooke

Quand tu veux te débarrasser de ton chien, tu l'accuses d'avoir la rage.

C'est en utilisant cette expression que le directeur des Services techniques et de l'Environnement au sein de la compagnie Domtar a rétorqué aux propos tenus par Robert Vincent, promoteur du projet Zéroplus, qui rejette du revers de la main la possibilité de loger dans les anciennes installations de cette papetière son concept «zéro effluent», en raison de la contamination des terrains.

Rapport en main

Émile Audy soutient de son côté que Robert Vincent ne sait pas de quoi il parle quand il évoque cette question de la contamination des terrains de l'ancienne usine Saint-François.

«Nous avons en main un rapport du Groupe SM qui dit que les sites de contamination sont peu nombreux et que les travaux de décontamination à effectuer seraient minimes. Et sous les machines à papier

par exemple, il n'y a pas grand-chose qui puisse être contaminé. Qu'on se rappelle notre ancienne usine Wato-péka; toutes les installations ont été démolies et les terrains ont tous été décontaminés. D'ailleurs, nous avons obtenu à cet égard des félicitations du ministère de l'Environnement pour notre travail, d'insister Émile Audy, précisant que Domtar n'avait pas présenté d'offre formelle au promoteur du projet Zéroplus.

La perche a plutôt été tendue à Robert Vincent par des travailleurs engagés dans la relance de l'ancienne usine Saint-François.

Selon M. Audy, si jamais Domtar accepte de vendre ses installations du moulin Saint-François à Robert Vincent (ou à tout autre promoteur), il reviendrait à la papetière d'effectuer les travaux de décontamination, si contamination il y a.

Responsabilité du vendeur

«Et c'est rien de bien sorcier. Cette disposition est standard et elle

revient dans tous les contrats. C'est le vendeur qui conserve la responsabilité au niveau environnemental. Il me semble que M. Vincent devrait savoir ça, d'enchaîner Robert Vincent. Ses propos confirment une chose: il n'est absolument pas intéressé par nos installations», de commenter Émile Audy, précisant que Domtar n'avait pas présenté d'offre formelle au promoteur du projet Zéroplus.

La perche a plutôt été tendue à Robert Vincent par des travailleurs engagés dans la relance de l'ancienne usine Saint-François.

CORRECTIONS EATON

Cahier «Événement Mode Foyer no 474» encarté dans La Tribune, le mercredi 19 avril 1995

- Page 7: Table de bout en fer forgé et verre, non telle qu'illustrée
- Page 10: Assortiment de tapis. Devrait être 139⁹⁹ à 899⁹⁹
- Page 17: Couvertures Eaton de luxe en coton, format une place. Devrait être 51⁹⁹
- Page 21: Matelas «Quintessence Classic» Beautyrest Simmons, «Celebration» Beautyrest Simmons et «Grandeur Medalist» Posturepedic Sealy, non tels qu'illustrés

Nous nous excusons auprès de nos clients pour tout inconvénient. 05505

ERRATUM

Dans la publicité de Papeterie Faucher inc publiée dans La Tribune du 19 avril 1995, l'illustration montrée à l'article: «chaise d'opérateur ergonomique» est erronée.

Le modèle de chaise que nous annonçons n'inclut pas les appuie-bras.

Nous nous excusons de ce contretemps. 04487

EXPO-HABITAT DE L'ESTRIE

DU 20 AU 23 AVRIL 1995

PAVILLON UNIVESTRIE UNIVERSITE DE SHERBROOKE

VENEZ VISITER LA MAISON DE RÊVES DESJARDINS

Avec sa façade et ses sept pièces, cette maison de rêves plaira au visiteur qui se sentira chez lui dans une décoration et un ameublement accessibles. Ce rêve a été concrétisé par sept designers de l'Estrie. Venez découvrir les nouvelles tendances. Visitez cette maison «Ça donne des idées».

Une présentation des Caisse populaires Desjardins de l'Estrie.

Horaire	
Jeu. : 17h à 22h	Sam. : 11h à 22h
Ven. : 12h à 22h	Dim. : 11h à 18h

La billetterie fermera une heure et demie avant la fermeture.

Admission	
6\$ (taxes incluses)	Gratuit : enfant de moins de 12 ans accompagné d'un adulte
Stationnement, minibus et garderie (2 ans et plus) gratuits	

Desjardins APCHA 05066

Entreprise d'ici

La Tribune
Sherbrooke
1995

ÉDITION SPÉCIALE

Publireportage

La Clinique d'Optométrie Pierre Vallée a fait ses preuves depuis longtemps!

Expérimentée et à votre écoute... L'équipe de la Clinique d'optométrie Pierre Vallée a toujours réponses à vos questions et vous offre le produit par excellence pour votre vision, selon vos goûts... et votre budget!

Le domaine de l'optométrie est en constante évolution. Que ce soit au niveau des verres ou des montures, la Clinique d'Optométrie Pierre Vallée a toujours un pas en avant de la compétition! Salons, colloques, cours, rien n'est laissé au hasard afin de demeurer à la fine pointe de la technologie. Les dernières nouveautés: les verres jetables quotidiennement, s'adressant principalement à ceux qui en portent à l'occasion, et la nouvelle lentille souple à double foyers avec un taux de réussite de 90 pour cent!

Déjà 17 ans

Natif de Sherbrooke, M. Pierre Vallée a fait ses études à l'École d'Optométrie de l'Université de Montréal. Après cinq ans de pratique à Sherbrooke, il ouvrit, en 1978, la Clinique d'Optométrie Pierre Vallée, qui depuis 1987 est située au 4777, boulevard Bourque à Rock Forest.

Logée dans un édifice moderne, la clinique du docteur Pierre Vallée dispose de locaux spacieux et fort bien aménagés pour accueillir sa clientèle. De plus, l'endroit possède son propre laboratoire d'optique.

«Le service de taillage des verres sur place offert à notre clientèle nous permet de réduire certains délais pour la réalisation des prescriptions, ajoute-t-il, tout en assurant également un meilleur contrôle de la qualité à des prix très compétitifs.»

Un personnel expérimenté

Outre M. Vallée qui cumule une vingtaine d'années d'expérience, l'équipe se compose du Dr Nancy Dontigny, graduée en 1992, d'une assistante en optométrie, Mme Nicole Burke et d'un technicien en verres de contact, M. Daniel Doyon, possédant chacun une vingtaine d'années d'expérience. La technicienne de laboratoire, Mme Madeleine Dery (15 ans d'expérience) et la secrétaire Mme Louise Lessard (7 ans d'expérience) complètent l'équipe, fière de vous servir.

«Je suis entouré d'une équipe dynamique et compétente», précise le docteur Vallée. «Ainsi, à la suite d'un examen de la vue des plus complets (dépistage du glaucome, des cataractes et autres maladies des yeux), nous sommes en mesure d'offrir à notre clientèle le bon choix qui lui convient, soit en lunettes, verres de contact ou autre service.»

«Que ce soit des verres de contact semi-rigides, souples, jetables, double foyers, teintés, pour astigmatismes ou perméables à l'oxygène, nous garantissons toujours à cent pour cent l'ajustement de ces derniers», révèle-t-il.

D'ailleurs, si après 30 jours d'essai, vous êtes toujours inconfortables avec vos nouveaux verres, on vous remboursera!

La clinique Pierre Vallée effectue

également des travaux de soudure et autres réparations nécessaires le jour même. «Dans certains cas, un service d'urgence d'une heure est aussi disponible.»

Outre tous les services énumérés, la clinique Pierre Vallée offre ceux de la rééducation visuelle pour tout patient dont la vue nécessite ces services. «Ces services sont utiles pour le traitement de certains problèmes visuels tels le strabisme et l'amblyopie», précise le docteur Vallée.

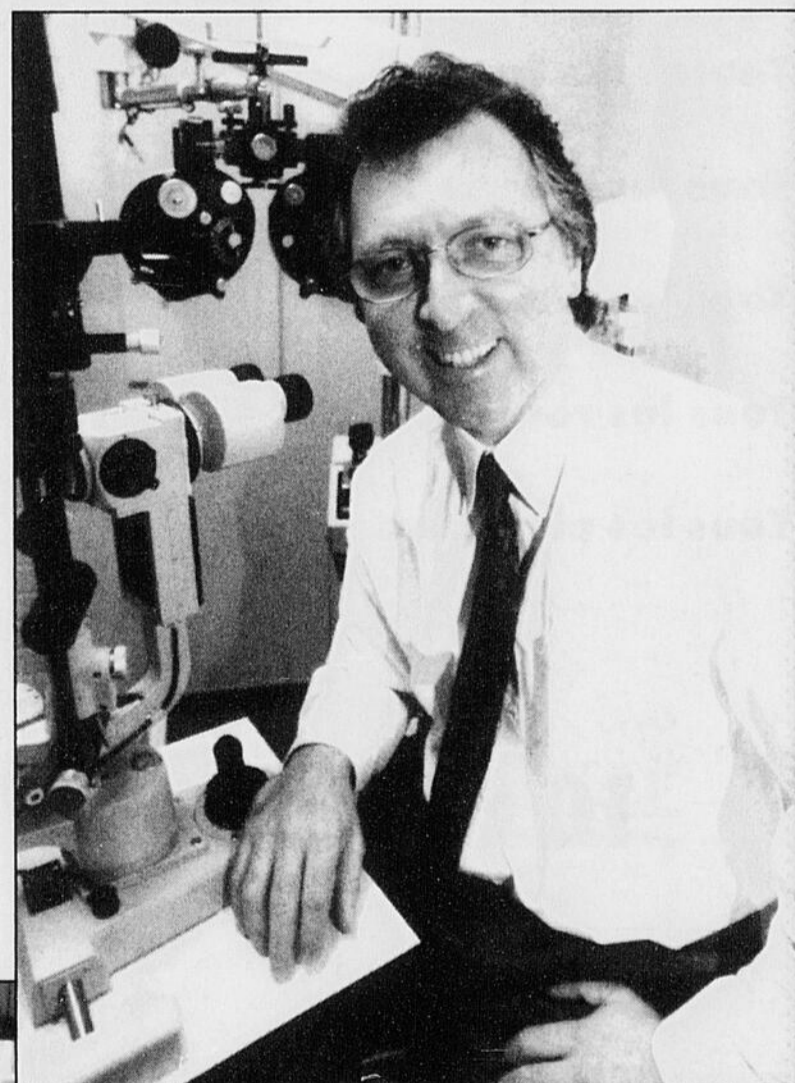
Enfin, la mode étant ce qu'elle est, la clinique dispose d'une lunetterie qui met en montre quelque 1 000 montures différentes, des Silhouette, Marco Polo, Giorgio Ar-

mani, Napoléon, OWP, Mondri, la collection Lise Watier, etc. Un choix qui étonne!

La gamme est aussi complète du côté des verres. «Nous offrons, entre autres, des verres anti-reflets, anti-éblouissements, protection contre les ultraviolets, verres amincis, etc.»

La Clinique d'Optométrie Pierre Vallée rappelle que l'examen de la vue est payé par la RAMQ pour les 18 ans et moins ainsi que pour les 65 ans et plus.

Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 9 h à 17 h, mercredi et jeudi de 18 h 30 à 21 h et samedi de 9 h à 12 h.



Le Dr Pierre Vallée



Une équipe dynamique, à l'écoute de vos besoins: l'équipe de la Clinique d'optométrie Pierre Vallée.

CLINIQUE D'OPTOMÉTRIE
PIERRE VALLÉE

4777, boul. Bourque,
Rock Forest
564-8282



La petite Audrey Fortier, née le 10 février dernier au Centre de maternité de l'Estrie et assise sur son père, Yvan, était au nombre des invités à l'inauguration du service, comme Marie Malavoy...

Photos La Tribune, par François Gougeon

Le Centre de maternité est «baptisé» en grande pompe

François GOUGEON Sherbrooke

Après la naissance, c'est le baptême du Centre de maternité de l'Estrie qui a été célébré hier en grande pompe et en présence d'une foule nombreuse d'invités.

L'inauguration officielle de la ressource de la rue Murray, attenante au Centre hospitalier Saint-Vincent-de-Paul de Sherbrooke avec qui le lien est évident, a donné lieu à une fête qui restera mémorable pour ses participants.

Des responsables comme Odette Dion, Jaime Borja et le Dr Martine Morin, du CLSC SOC, la sage-femme Jeen Glezos, la coordonnatrice Hélène Cornélius, la porte-parole de Naissance-Renaissance, Julie Cloutier, la présidente de la Régie

régionale de l'Estrie, Diane Roy, la députée Marie Malavoy ont uni leurs voix pour rendre hommage au projet qui, jusqu'à maintenant, a vu naître 18 enfants. Même le président du conseil d'administration de Saint-Vincent-de-Paul, Pierre Geoffroy, habituellement si effacé et discret, était du nombre à prendre la parole. Le tout accompagné du témoignage de parents ayant vécu un accouchement au Centre de maternité de l'Estrie.

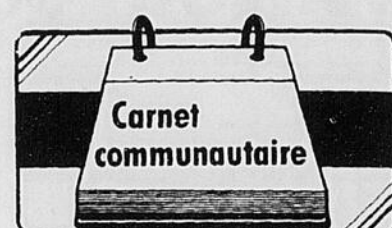
Ces différents intervenants ont particulièrement mis l'accent sur le fait que ce service, le quatrième organisé de la sorte au Québec, offre un nouveau choix aux femmes: celui d'accoucher en présence d'une sage-femme dans un environnement familial. Et ce, en toute sécurité en raison de la collaboration avec l'hôpital pas loin, en cas de complication au

dernier moment.

Pendant que la fête se déroulait en haut, tout en bas de l'immeuble, dans un petit local faisant office de mini-garderie, une bénévole, Irina Knapp, s'occupait de jeunes enfants, dont les siens. La jeune femme, infirmière au CHUS et originaire d'Allemagne, où la pratique de l'accouchement en présence d'une sage-femme est plus répandue qu'ici, a donné naissance à la maison même à ses enfants aujourd'hui âgés de 6 et de 3 ans.

Comme à la maison

«Une ressource comme le Centre de maternité, qui n'existait pas quand j'ai accouché, offre une bonne alternative par rapport à l'hôpital. C'est plus sécurisant ici qu'à la maison, même si dans mon cas j'étais préparée en conséquence et que tout s'est bien déroulé. Mais c'est sûr que si jamais je devais avoir un troisième enfant, je viendrais accoucher ici. C'est comme à la maison», a-t-elle témoigné en présence de Noémie et de Yoan.



75e anniversaire

La paroisse St-Marc, de Coaticook, souligne son 75e anniversaire de fondation le dimanche 4 juin prochain. L'invitation est lancée à tous les anciens et actuels paroissiens à y assister. Inf.: Maurice Salois au 849-2604, Angéline Giroux au 849-4120.

Bingo

Il y aura bingo et vente de pâtisseries le samedi 22 avril, au Centre des loisirs de St-Malo, au profit de l'AFÉAS de l'endroit.

Centre de santé des femmes

Le Centre de santé des femmes de Sherbrooke offre l'atelier «La santé... c'est se faire plaisir!» le jeudi 27 avril, de 19h à 22h. Inscription avant le 26 avril au 564-7885.

Exposition

Les Femmes de chez-nous présentent leur exposition le vendredi 21 avril, de 19h30 à 21h30, le samedi 22 avril, 13h à 17h et 19h à 21h30, ainsi que le dimanche 23 avril, de 9h30 à 19h30, suivi d'un défilé de mode, à la salle paroissiale Coeur-Immaculé de Marie, 967 rue Conseil à Sherbrooke.

Cabane à sucre

Invitation à tous les Normand à venir se connaître et se parler au cours d'un repas de circonstance le samedi 22 avril, de 10h à 16h, à l'Érablière Le Rossignol, 30 Montée des 42, route 20 direction Québec. Inf.: (514)652-3791, 448-8162.

Mardi-rencontres

Le Centre des Femmes du Val St-François vous invite tous les mardis matins, de 9h00 à 11h30. La prochaine rencontre aura lieu le mardi 25 avril. Le thème sera «Guérir ses blessures intérieures». Inf.: Sandra au 845-7937.

Entr'Aide Colombienne

Les Officiers de l'Entr'Aide Colombienne Notre-Dame, de Sherbrooke, tiendront l'assemblée générale annuelle des donateurs actifs et honoraires le 3 mai 1995, à la salle du Conseil des Chevaliers de Colomb #7168, 561 rue Wellington Sud à Sherbrooke.

Bazar-bénéfice

Il y aura cueillette pour le bazar-bénéfice au profit de la communauté Étoile de Bethléem. Inf.: 563-3487, 562-3387, 346-9563.

T.A.Impôts

T.A.Impôts, entreprise fondée par des finissants en Techniques administratives du Collège de Sherbrooke dans le cadre de leur troisième année, offre de produire votre déclaration de revenu à prix concurrentiel. Il est possible de les rencontrer du lundi au samedi au Collège de Sherbrooke, pavillon 5 local 22-143 ou aux Caisses populaires Sherbrooke-Est, 2 rue Bowen sud ou Sociale au 770, 12e Avenue, ou Notre-Dame de Rosaire, 1635 Galt ouest, les mercredis, jeudis et vendredis. Inf.: 346-5090.

SEARS

Attendez-vous à plus

NOUS AFFICHONS NOS COULEURS!

4 JOURS SEULEMENT
TOUS LES ARTICLES DE NOTRE RAYON
PEINTURE ET PAPIER PEINT SONT EN SOLDE

Réclame en vigueur du jeudi 20 avril au dimanche 23 avril 1995, dans la limite des stocks disponibles

- Tous les pots de peinture
- Tous les rouleaux de papier peint
- Toutes les frises
- Tous les accessoires
- Tous les pinceaux
- Tous les rouleaux
- Tous les plateaux



LATEX MAT SATINÉ
JOIE DE VIVRE^{MD} PLUS

Rabais
50%

RIEN QUE 17⁴⁹

De plus, rabais de 12\$ sur tous les finis de la peinture Joie de vivre Plus.

10 000 000\$ D'INVENTAIRE À LIQUIDER!

SEARS

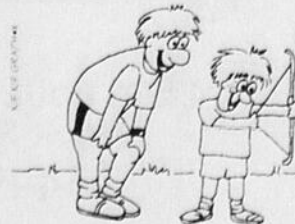
Attendez-vous à plus

Les mentions 'Ord.' ou 'État' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Pointe-Claire: 694-8815, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Deux-Montagnes: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauce: 228-2222. Copyright Canada, 1995, Sears Canada Inc.

Tous les articles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

04894

Les vacances de **VOTRE ENFANT**, c'est le temps d'y voir...



CIBLEZ LE CAMP DE VOTRE ENFANT À LA

FOIRE

21, 22 et 23 AVRIL
 Carrefour de l'Estrie

Information: (514) 252-3113 / 1 800 361-5666

ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC

LaTribune

TIRAGE DE SÉJOURS EN CAMPS DE VACANCES

Nom: _____

Adresse: _____ Code postal: _____

No. tél.: _____ Âge de l'enfant: _____

Valable seulement si déposé au stand du camp participant au centre commercial Carrefour de l'Estrie.

Camp participant: Camp de jour du Collège de Sherbrooke

Règlement du concours disponible au stand de l'Association des camps du Québec

05089

Projet de Centre régional de tri et de récupération

Le CREE donne un appui réservé

Gilles FISETTE Sherbrooke

me n'a accordé que 0,007 pour cent de son enveloppe pour des projets environnementaux, jusqu'à maintenant, bien que l'environnement soit une de ses préoccupations prioritaires selon un de ses axes de développement. Ce soir, a-t-il mentionné, le conseil d'administration du CRD-Estrie aura l'occasion de se reprendre.

Si le CREE se range derrière la Ville de Sherbrooke - il l'avait déjà fait lors de la version précédente du projet soumis au CRD-Estrie -, c'est que le projet correspond aux critères fondamentaux retenus par les participants au récent congrès sur l'environnement, à Orford. Ces critères sont la régionalisation des opérations, la gestion intégrée, la gestion supervisée par l'entreprise publique et l'action structurante dans le sens qu'elle doit déboucher sur la création d'entreprises de transformation dans le voisinage du



Michel Ledoux

centre de tri.

Des réserves

Toutefois, ont insisté M. Ledoux et Pierre Morency, président du Regroupement des CRE, le CREE émet des réserves dans son appui.

Ainsi, il aimerait obtenir des précisions sur la société mixte composée obligatoirement à au moins 51 pour cent d'intérêts publics et qui dirigera les destinées de la gestion intégrée des déchets.

«Nous déplorons cependant que la composition de cette société mixte ne soit pas connue. La structure de supervision retenue pour le centre de tri pris comme entité ne nous apparaît pas claire. Le CREE considère très important que soit assuré en tout temps un droit de regard aux municipalités participantes.»



Téléphoto par Claudé Croiselière

Co-parrain de la campagne d'Iris Estrie, en compagnie de sa conjointe Monique Provencher, le comédien Gérard Poirier a motivé son engagement en affirmant que «je crois qu'en cette époque très difficile, le Sida est peut-être la plus grande préoccupation lorsqu'on voit la multiplication effrayante des personnes atteintes, c'est en quelque sorte la peste de cette fin de siècle.»

IRIS Estrie espère amasser 35 000 \$

Denis DUFRESNE Sherbrooke

quième un souper pour quatre personnes, avec des bons d'achat dans une bijouterie.

L'organisme IRIS Estrie a décidé de porter un grand coup pour financer ses activités et ses projets en prévention du Sida en s'associant avec une quarantaine de commanditaires pour un tirage dont l'objectif est de 35 000 \$.

«C'est une première levée de fonds d'envergure pour IRIS Estrie, cela nous servira pour la prévention surtout auprès des jeunes de 15 à 25 ans, pour aider les groupes de soutien, ainsi que la formation des proches et des bénévoles pour le soutien à domicile», a expliqué hier en conférence de presse Anne-Marie Poirier, agente de développement et de communication pour IRIS Estrie.

Cette campagne de financement est parrainée par le comédien Gérard Poirier et sa conjointe Monique Provencher.

«Moi, je crois qu'en cette époque très difficile le Sida est peut-être la plus grande préoccupation lorsqu'on voit la multiplication effrayante des personnes atteintes, c'est en quelque sorte la peste de cette fin de siècle», a indiqué M. Poirier pour expliquer son engagement dans cette cause.

«On ne peut s'empêcher de penser à nos petits enfants qui devront vivre avec la présence de cette maladie-là», a-t-il ajouté.

Au total, 12 500 billets vendus au coût de 5 \$ chacun seront mis en circulation d'ici le 11 juin prochain chez une quarantaine de commanditaires, de même qu'aux bureaux de IRIS Estrie.

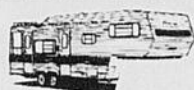
L'organisme sera également présent au Carrefour de l'Estrie du 5 au 11 juin.

Les prix? IRIS Estrie a voulu offrir des prix «habillés», explique Anne-Marie Poirier.

«On a voulu créer un sentiment d'abondance à une époque où elle se cache si bien, c'est la meilleure façon de remercier la population pour son appui depuis bientôt sept ans», dit-elle.

Ainsi, le premier prix consiste en une voiture équipée d'une radio et d'un téléphone cellulaire, avec en prime 500 \$ d'assurances, un cours de conduite, un week-end dans les Laurentides, un souper au restaurant, des bons d'achats pour des vêtements et un abonnement au Musée du Séminaire.

Le deuxième prix: un canot, une bicyclette de montagne, une planche à neige, un souper pour deux et une tente roulante pour deux semaines, entre autres. Le troisième: un voyage en Floride pour deux, le quatrième un appareil vidéo avec un an de location gratuite de films et le cin-



Prowler
10% DE RABAIS

SUR PIÈCES.
Du 15 avril au 15 mai 1995
avec le coupon seulement.
VENEZ VOIR NOS SPECIAUX

VENEZ VOUS RESSOURCER!

Les Roulettes St-François inc
vous invitent à venir assister à l'éclosion printanière de leurs nouveaux modèles 1995.



Bur.: 486-7135 • Téléc.: 486-7096
506, route 263, Lambton

Estimation sur place des dommages pour réclamation d'assurance.

Ça se poursuit en grande solde de réouverture

grande vente de réouverture 2e semaine de super aubaines



Tous les jeans et chemises en denim de marque LEVI'S
10⁰⁰ DE RABAIS

Levi's

Jeans lavés et javellisés à la pierre 3 fois
Modèles assortis.
Tailles pour hommes 26 à 42.
Tailles pour femmes 24 à 36
Prix courant: 49,99 \$
En solde **39⁹⁹**

Surteint noir
Prix courant: 59,99 \$
En solde **49⁹⁹**

Bottes "Terra Wild Siders"
Parties supérieures en cuir imperméabilisé au silicone. Semelle intérieure rembourée. Tige en acier. Résistance aux chocs électriques. Couleur "Nubuck" cornouiller. Pointures pour hommes 6, 7 à 11 avec demi-pointures, 12 & 13
Prix courant: 109,99 \$
En solde **89⁹⁹** (Style #8974-3)

T-shirts "Denver Hayes" à manches courtes.
En pur coton. Couleurs mode assorties
Tailles: M à 2 TG
Prix courant: 14,95 \$ et 19,95 \$
En solde **9⁹⁹ et 14⁹⁹**

Pantalons de travail pour hommes
35% coton, 65% polyester. En solide sergé de 8.5 oz. Pressage permanent Multi poches fonctionnelles
Tailles ordinaires: 28 à 44
Prix courant: 24,99 \$
Couleurs: bleu marine, gris, vert, noir
Tailles fortes: 45 à 56
Prix courant: 26,99 \$
En solde **19⁹⁹**

Chemises de travail pour hommes
35% coton, 65% polyester. Lavable à la machine. Pressage permanent, traitement antitache "Scotchguard". Tailles: P à TG
Prix courant: 24,99 \$
Tailles fortes: 2TG, MÉ - 3TGÉ
Couleurs: bleu marine, gris, vert, noir
Prix courant: 29,99 \$
En solde **19⁹⁹**

"Denver Hayes" en denim 14.5 oz
Tailles pour hommes: 28 à 44. Couleurs assorties. Tailles pour femmes: 25 à 36
Prix courant: 39,95 \$
En solde **29⁹⁹**

Chaussettes sport ou en tube "Mark's Work Wearhouse". Pour hommes et femmes. Pointures assorties
Emballage de 3 paires
Prix courant: 7,99 \$
En solde **11⁹⁹** (pour 2 emballages de 3 paires)

Chandails et pantalons "On Your Mark" en coton ouaté. Couleurs assorties
Tailles: P à TG
Prix courant: 19,99 \$
2TG à 5TG
Prix courant: 22,99 \$
En solde **2 pour 30⁰⁰**

Blousons "Denver Hayes" en denim 14 oz.
Pour Hommes: Tailles 36 à 48
Tailles fortes: 50 à 60, 38E à 58E
Épargnez 15 \$
Prix courant: 59,99 \$
En solde **44⁹⁹**

Chaussures de randonnée "Sierra Lite II"
Partie supérieure en suède et nylon
Couleur: Gris baltique. Pointures pour hommes: 7 à 11 avec demi-pointures, 12, 13
Prix courant: 49,99 \$
En solde **39⁹⁹**

Mocassins "Wind River". Partie supérieure en cuir. Couleur: brun
Pointures pour hommes: 7 à 11 avec demi-pointures, 12
Prix courant: 59,99 \$
En solde **39⁹⁹** (Style #6002)

Chandails "WindRiver" en coton ouaté
Lavés au sable. Couleurs assorties
Tailles: P à 2TG
Prix courant: 40,00 \$
En solde **24⁹⁹** (Style #MGS100)

SECOURS-AMITIÉ ESTRIE
BESOIN D'ÊTRE ÉCOUTÉ? QUELQU'UN EST LÀ POUR TOI!
"Parler de ses soucis n'est pas un signe de faiblesse, c'est se donner une chance: une chance de mieux vivre."
UNE LUEUR D'ESPOIR
7 JOURS 24 HEURES
SHERBROOKE ET RÉGION 564-2323
SECOURS INTERURBAINS (RÉGION 05) 1-800-967-3841 #7111

MISE AU POINT
Dans la circulaire Sears «VENTE 2 JOURS» en vigueur les 22 et 23 avril 1995, et insérée dans La Tribune du 20 avril 1995, veuillez noter qu'à la page 3 pour les ensembles de draps on liquidait à 16,99\$ pour ons. 1 pl. on aurait dû lire: **NOUS LIQUIDONS DES ENS. DE DRAPS**, et non nous liquidons tous nos ens. de draps. À la page 4, pour l'offre spéciale de Lancôme les prix ont été inversés. On aurait dû lire: **avec tout achat de 20\$ ou plus de produits Lancôme**, et pour 19,50\$ de plus, recevez un parapluie Lancôme et 4 autres produits.
Aussi à la page 4, l'ensemble short 4-6X avec prime, offert à 40% de rabais, est un ensemble pour **GARÇONS** et non pour filles tel qu'indiqué.
Nous présentons nos excuses à notre clientèle.
SEARS

3315, boul. Portland Ouest
Voisin de "Bureau en Gros"
Sherbrooke, Tél.: (819) 564-1998
HEURES D'OUVERTURE
Lundi et mardi 9h à 17h30
Mercredi à vendredi 9h à 21h
Samedi 9h à 17h
Dimanche 12h à 17h
Quantités limitées

Solde en vigueur jusqu'au 22 avril 1995

L'Équipeur

Vêtements performants

Nombreux autres spéciaux non annoncés.
750, boul. René-Lévesque
À côté des Promenades Drummond
Drummondville. Tél.: (819) 477-9877
HEURES D'OUVERTURE
Lundi à mercredi 9h30 à 17h30
Jeudi et vendredi 9h30 à 21h
Samedi 9h30 à 17h
Dimanche 12h à 17h

Gens du Bel Âge

VOUS CHERCHEZ LA SÉCURITÉ • SURVEILLEZ NOTRE PHASE III

Vue la grande demande, nous ajoutons des nouvelles unités de 3 1/2 pces avec porte patio et balcon.

Disponibles fin juin 1995 • Déjà 50 % de louées.

Hâtez-vous!

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT
AU

822-1038

LES RÉSIDENCES SOLEIL (Propriétaire du Manoir Boucherville et Manoir Sorel)

vous présentent le **MANOIR SHERBROOKE**
(Anciennement Le Montfleuri)



1150, RUE QUATRE-SAISONS, SHERBROOKE • TÉL. : (819) 822-1038

Venez découvrir vous aussi la vraie vie...

Une vie familiale active et animée à votre goût...

Pour retraité et pré-retraité autonome...

- Terrasses ensoleillées
- Chapelle
- Salle d'artisanat
- Salle de jeux
- Messe
- **Surveillance 24 heures par caméra**
- Ophtalmologiste
- Entretien ménager
- Dépanneur

- Service médical
- Salle de billard
- Visite de médecin
- Podiatre
- Comité de pastorale
- Service d'aide et d'assistance sur demande
- Auricologue
- Bibliothèque

- Salle à manger
- Services bancaires
- Chorale
- Denturologiste
- Salle de télévision
- Système d'alarme urgence et alarme incendie dans chaque appartement

*** BIENTÔT ***

- * Piscine intérieure
- * Sauna
- * SPA
- * Vaste salle à manger pouvant accueillir au-delà de 300 personnes
- * 50 nouvelles unités (1-1/2, 2-1/2, 3-1/2) avec porte-patio et balcon, disponibles pour la fin juin 1995

Venez découvrir l'un des plus beaux sites panoramiques de Sherbrooke sur les montagnes de Stoke, Sanctuaire de Beauvoir et le Centre hospitalier universitaire!

Des vacances à l'année... à partir de 650\$ occupation double et 790\$ occupation simple, incluant 3 repas et toutes les commodités!

Excellente nourriture / Activités / Loisirs...

«Le montant de votre pension... C'est tout ce qu'il vous faut pour habiter au Manoir Sherbrooke et bénéficier des 3 repas par jour ainsi que de toutes les commodités et activités. Et devinez quoi? Il vous en restera pour vos petites gâteries!

De plus nous nous occupons de vérifier si vous êtes éligible à la logie-rente.

Chaleur humaine, confort et sécurité... Voilà nos priorités!

Division du GROUPE SAVOIE

Siège social : 549 De Verrazano, Boucherville (Québec) • 1-800-363-0663



Venez visiter
lundi au vendredi
9 h à 17 h
samedi - dimanche
13 h à 17 h

RÉACTIONS AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'AVENIR DU QUÉBEC

Le Bloc perçoit un appui à son virage

Pierre APRIL Québec (PC)

Le whip du Bloc québécois Gilles Duceppe, présent avec quelques-uns de ses collègues, hier, à la cérémonie de dépôt du rapport de la Commission nationale sur l'avenir du Québec, a noté dans les recommandations une réconciliation entre ce que son chef a présenté comme un virage et ce que les Québécois souhaitent vraiment, c'est-à-dire une union économique et politique Québec-Canada après la souveraineté.

«Je pense que M. Parizeau, comme M. Bouchard, le Bloc comme le PQ sont sensibles aux opinions émises par les Québécois, a-t-il dit. Le rapport le reflète, tout comme notre congrès, il y a deux semaines, l'a reflété.

«On a exprimé des questions que les gens souhaitent débattre, a expliqué le député bloquiste. On a amorcé un virage en terme de moment, de focus sur des idées déjà contenues dans des documents du PQ et du Bloc.»

M. Duceppe n'a pas voulu parler de divergences entre MM. Parizeau et Bouchard, entre le Bloc et le PQ, mais il a admis qu'il y a un débat.

«Il ne faut pas se surprendre qu'il y ait de tels débats à l'intérieur du mouvement souverainiste. Nous, contrairement aux fédéralistes, on a des idées.»

L'Action démocratique

Pour sa part, le chef de l'Action démocratique du Québec Mario Dumont a reconnu dans le rapport de la Commission nationale des choses qui ressemblent de plus en plus à ce que le programme de son parti contient au chapitre de l'union économique et politique avec le reste du Canada.

«A partir de ce moment-là, a-t-il expliqué hier, je suis tenté de répéter aujourd'hui que cela peut ouvrir des portes nouvelles.

«Ce qu'il faut regarder, a dit le chef de l'ADQ, c'est le progrès qui est réalisé d'une étape à l'autre. Il y a dans celle d'aujourd'hui un progrès marqué.»

M. Dumont a rappelé que sa formation politique a mis sur la table



Mario Dumont, le chef de l'Action démocratique, échange quelques mots avec le député bloquiste Gilles Duceppe lors de la cérémonie officielle qui a marqué hier, dans la capitale québécoise, le dépôt du rapport de la Commission nationale sur l'avenir du Québec.

un projet de souveraineté nécessairement associé à des unions politique et économique assorties d'un parlement commun pour administrer ces associations. Ce n'est pas exactement ce que le rapport de la Commission nationale a effectivement proposé, mais il y a des points communs.

«On est maintenant rendu à une étape où on s'aperçoit que les idées qu'il y a derrière notre projet de nouvelles unions économique et politique Québec-Canada attirent de plus en plus de gens et que cela est susceptible de régler l'impasse constitutionnelle.»

Le chef de l'ADQ voit maintenant dans les recommandations de la commission «un couloir pour rassembler le camp du changement».

«Il faut arrêter de voir cela comme une autoroute, où circule une seule famille», a-t-il souligné.

Les libéraux

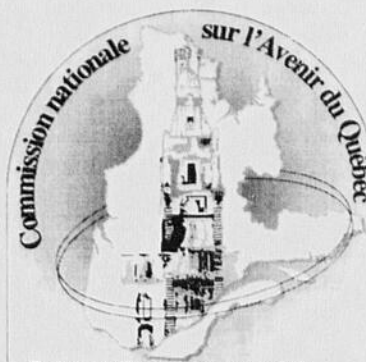
Au nom des libéraux, le député de Châteauguay Jean-Marc Fournier a soutenu le rapport de la Commission nationale, au lieu de clarifier l'option du gouvernement, ne fait qu'augmenter la confusion.

«Tout ce qu'on peut conclure de l'exercice, a-t-il dit, c'est qu'on a choisi la confusion pour essayer de faire croire que le litige entre le chef du Bloc et celui du PQ est réglé, alors qu'il reste entier.»

M. Fournier a expliqué que le rapport ne fait que sonner la fin de la première phase de l'astuce, «mais en même temps ça annonce aussi qu'on va continuer.»

«M. Parizeau s'est aperçu que son projet ne levait pas, il a besoin de temps pour le maquiller, pour l'habiller différemment.

«Au fond, c'est toujours la même destination sur l'autoroute de l'indépendance. Après le virage, il y a beaucoup de brume sur l'autoroute, il y a de la confusion, mais la destination est toujours la même, soit l'indépendance.»



Points saillants du rapport de la Commission sur l'avenir du Québec remis hier au premier ministre Jacques Parizeau.

• La souveraineté demeure la seule option apte à répondre aux aspirations collectives des Québécoises et Québécois (...) et pour dénouer l'impasse constitutionnelle et permettre au Québec de se développer à tous les niveaux.

• Établissement d'une monnaie commune (le dollar canadien), le maintien de l'association économique actuelle et une proposition d'une nouvelle union politique avec le Canada pour mieux gérer les liens que les deux parties jugeront opportun d'établir.

• Identification dans l'avant-projet de loi sur la souveraineté des institutions communes de gestion des divers aspects de l'association économique et monétaire souhaitables et formation d'un tribunal commun de résolution de conflits.

• Le gouvernement du Québec devrait énoncer son intention de négocier sa juste part des biens et de la dette nationale.

• La Commission recommande la formation d'une Assemblée constituante élue ayant pour mandat de rédiger un projet de constitution.

• La constitution d'un Québec souverain doit garantir le respect de l'identité et des droits historiques de la minorité anglophone et des autochtones.

• Dans un Québec souverain, l'Outaouais devrait être reconnu comme le troisième pôle administratif du Québec en y maintenant une présence significative et la dotant d'outils et du soutien financier nécessaires à son développement.

Commission nationale F. Sallin (PC)

Attitudes disparates chez le patronat

Lia LEVESQUE Montréal (PC)

C'est chez les gens d'affaires que le rapport de la Commission nationale sur l'avenir du Québec a suscité les commentaires les plus disparates.

Pendant qu'au Conseil du patronat, on crie à «l'exercice d'auto-intoxication souverainiste», à l'Association des manufacturiers, on aborde surtout l'aspect économique du rapport, en soulignant sa timidité sur les questions de décentralisation et de «plan d'affaires» du gouvernement.

AMQ

À l'Association des manufacturiers du Québec, le président-directeur général, M. Gérald A. Ponton, trouve que la commission «pèche

par une trop grande timidité» quand elle aborde la question de la décentralisation des pouvoirs vers les régions et le contenu du futur «plan d'affaires» du gouvernement.

«On aurait aimé que le rapport demande des précisions au gouvernement au sujet du plan d'affaires, par exemple en quoi les finances seraient mieux gérées» dans un Québec souverain, notait M. Ponton.

L'AMQ avait énoncé une série de questions — essentiellement économiques — auxquelles le gouvernement devrait répondre pour satisfaire aux exigences des manufacturiers (valeur de la monnaie, contrôle du déficit, adaptation de la main-d'œuvre, etc). Sur ces points, M. Ponton reste un peu sur son appétit.

L'AMQ demeure toutefois neutre dans le débat, refusant de prendre position pour ou contre la souveraineté du Québec.

Aussi, l'AMQ trouve que le rapport de la commission nationale va «dans la bonne direction» en préconisant la décentralisation vers les régions, à condition que celle-ci se matérialise par des coûts moindres et une plus grande efficacité.

M. Ponton juge cependant les commissaires un peu timides dans leurs propositions sur la décentralisation. «Ils auraient pu aller beaucoup plus loin».

CPQ

Le président du Conseil du patronat, M. Ghislain Dufour, se montre beaucoup plus inglant et parle d'«exercice d'auto-intoxication souverainiste».

«On ne se retrouve pas dans ce rapport-là, comme 60 pour cent des Québécois», s'exclamait-il en entrevue.

M. Dufour reproche essentielle-

ment au rapport de ne pas constituer un reflet complet de ce qui a été dit aux commissaires.

«C'est un constat complet que tout le monde veut la souveraineté», ce qui est faux, souligne M. Dufour, rappelant que plusieurs organismes n'ont carrément pas pris position sur la question, alors que d'autres déclamaient leur attachement au fédéralisme.

«Je ne m'attendais pas à ce qu'on propose autre chose que la souveraineté, compte tenu du choix des présidents, compte tenu du boycott des libéraux. Mais qu'on tienne compte au moins des autres options, qu'on dise qu'il y a des risques, des coûts à la souveraineté».

L'insistance nouvelle sur l'association économique et l'union politique avec le Canada ne suffit pas à le rassurer. «Ce n'est pas assez clair» dans la présentation du rapport.

Syndicats: un document «rassembleur»

Montréal (PC)

Dans le camp souverainiste, on s'entend pour voir «un rapport rassembleur» dans le document de la Commission nationale sur l'avenir du Québec.

FTQ

Pour le président de la FTQ, M. Clément Godbout, «tous les éléments là-dedans sont là pour rassembler».

Le rapport constitue «une porte ouverte vers le discours de Lucien Bouchard et aussi vers la prise de

position traditionnelle de M. Parizeau». C'est «un projet rassembleur qui rapproche les deux visions, les deux approches».

M. Godbout y voit même une ouverture vers les Mario Dumont et Jean Allaire d'Action démocratique et une invitation aux régions, dans le discours sur la décentralisation.

Le président de la plus grosse centrale syndicale au Québec y retrouve aussi «de beaux bouts» sur l'emploi, la lutte contre la pauvreté et un certain projet social-démocrate qu'il aime entendre.

CEQ

À la CEQ, la présidente Lorraine

Pagé voit aussi dans le rapport des passages puisés à diverses sources, ce qu'elle juge utile pour rassembler ceux qui veulent du changement au Québec.

«Ca ouvre des perspectives. Les plus déçus seront ceux qui voulaient absolument montrer que les souverainistes étaient divisés, que la bisbille était prise.»

CSN

À la CSN, le président Gérald Larose applaudit aussi au rapport «qui sonne juste» et dont «la qualité première» est d'être rassembleur.

«C'est un rapport qui va ouvrir

les forces qui sont du côté du changement. Ça fait une extraordinaire soudure dans le débat qui a eu cours» entre les différentes nuances des positions souverainistes.

M. Larose y retrouve à la fois des éléments de continuité et d'avancée dans la démarche politique des souverainistes. «C'est une avancée sur les pistes qui n'ont pas été suffisamment exploitées jusqu'à maintenant.»

Chez les étudiants, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, M. François Rebello, juge que le rapport de la commission «reflète vraiment l'opinion de la population».

«Un outil pour se développer», selon Langevin

Denis DUFRESNE Coaticook

Le maire de Coaticook et vice-président de la Commission de l'Estrie sur l'avenir du Québec, André Langevin, est très satisfait du rapport de la Commission nationale sur l'avenir du Québec, déposé hier, qu'il perçoit comme un outil «pour assurer notre survie et notre développement».

«En lisant ce rapport-là, on sou-

lève des faits et c'est pour cela que les Québécois vont se prendre en main», croit M. Langevin, qui estime également que le document permettra de raviver le sentiment souverainiste au Québec.

«Je pense que oui. Il y a beaucoup d'informations et la lecture de ce document-là devrait réveiller la fierté des Québécois», dit M. Langevin, qui a signé hier le document à Québec à la place de la présidente, Lynn Charpentier, actuellement à l'extérieur du pays.

Il est également pleinement d'accord avec la notion d'union économique avec le reste du Canada.

«En autant que possible. On fait partie de l'Amérique du Nord, il y a des choses positives, on devrait regarder pour une association, on rejoint un peu la position de M. Lucien Bouchard, mais on dit cela en autant que le reste du Canada fasse preuve d'ouverture», dit-il.

«Le jour où les Québécois vont

affirmer leur souveraineté, je suis convaincu que le reste du Canada va accepter de former une union économique, l'histoire nous a rendus communs sous bien des aspects», ajoute M. Langevin.

M. Langevin se réjouit que le rapport favorise la décentralisation.

«Moi je trouve que c'est important parce que cela va rendre les citoyens et les régions responsables», conclut-il.

Bourse de recherche de 16 000 \$ à un étudiant en pharmacologie de l'UdeS

Sherbrooke

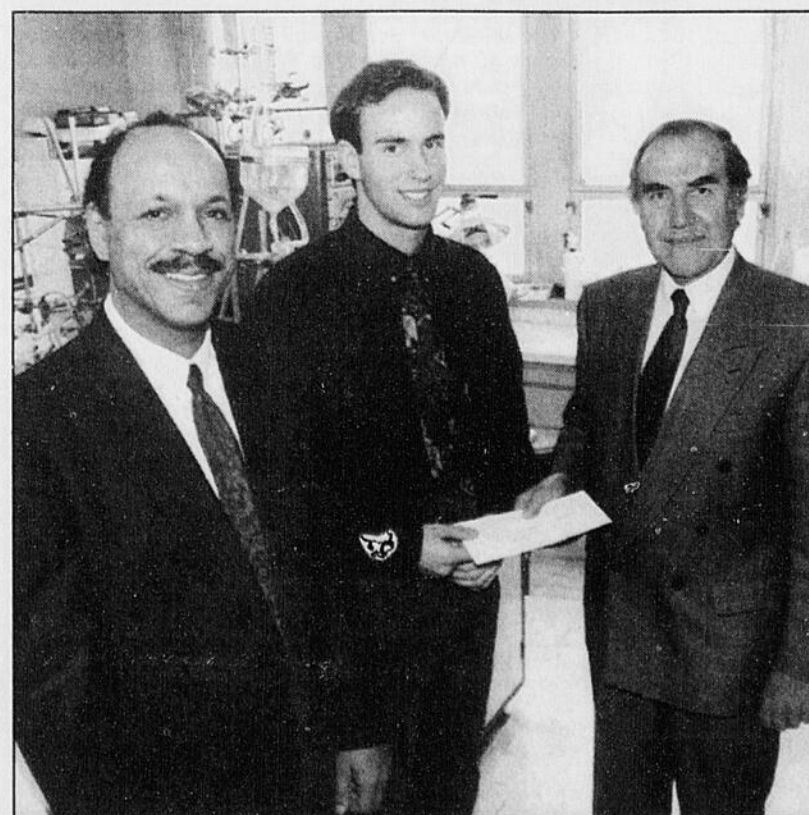
La firme Bio-Méga/Boehringer Ingelheim a remis hier une bourse de recherche en pharmacologie de 16 000 \$ à Jean-Philippe Gratton, étudiant au doctorat au Département de pharmacologie de l'Université de Sherbrooke.

M. Gratton se propose d'étudier le rôle d'une nouvelle hormone, appelée endothéline-1, dans certaines maladies. Il poursuivra ses travaux sous la supervision du docteur Pedro D'Orléans-Juste, professeur au Département de pharmacologie de la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke.

Depuis 1989

La société pharmaceutique Bio-Méga/Boehringer Ingelheim a contribué au financement de la recherche fondamentale en pharmacologie pour un montant total de 82 000 \$ depuis la création de cette bourse en 1989.

«L'attribution annuelle de cette bourse de recherche démontre de



plus en plus l'esprit de partenariat qui s'est développé entre l'industrie pharmaceutique et la communauté scientifique. À une époque où le financement des universités s'avère de plus en plus précaire et où l'insuffisance du nombre de nouveaux chercheurs formés se fait de plus en plus sentir au niveau de l'industrie pharmaceutique, des initiatives analogues à celle de la compagnie Bio-Méga/Boehringer Ingelheim revêtent une importance cruciale pour la poursuite de la recherche de pointe dans les domaines médical et scientifique», indique un communiqué de l'Université de Sherbrooke.

Téléphoto par Claude Croiselière

La société Bio-Méga/Boehringer Ingelheim a remis hier une bourse de recherche de 16 000 \$ à Jean-Philippe Gratton, étudiant au doctorat au Département de pharmacologie de l'Université de Sherbrooke. Sur la photo, dans l'ordre habituel, le docteur Pedro D'Orléans-Juste, professeur au Département de pharmacologie, Jean-Philippe Gratton, et Jacques Gauthier, président du conseil d'administration de Bio-Méga.



Théâtre au Séminaire

Photo La Tribune, par Claude Croiselière

L'Atelier-théâtre du Séminaire présente ce soir et demain la pièce de l'auteur américain Dale Wasserman «Vol au-dessus d'un nid de coucou» à compter de 19h30 à la salle St-Laurent de l'institution. Mise en scène par Jacinthe Tremblay, cette production dont on présente ici une scène met à contribution une trentaine d'étudiants et d'étudiantes de l'ordre collégial du Séminaire et devrait permettre à l'atelier-théâtre, après des succès répétés, de relever un nouveau défi. Sur la photo, Catherine Théberge-Turmel, dans le rôle de Miss Ratched, infirmière en chef, et Charles Fortier, dans le rôle de Patrick MacMurphy.

Éditorial

Les enseignes et le bon goût

On ne verra plus de camionnettes publicitaires stationnaires sur le territoire de Sherbrooke. C'est du moins le sens d'une injonction qui a été prononcée cette semaine par la Cour supérieure à la requête de la Ville. Alors, faut-il en conclure que nos commerçants n'ont pas la liberté de s'annoncer comme ils l'entendent?



Roch BILODEAU

C'est évidemment la première question qui se pose face à une telle décision. Notre système économique est censé reposer sur la liberté d'entreprise, ce qui est généralement associé à la liberté de publicité. Quand on vend un produit ou un service, il faut pouvoir en effet le faire connaître aux consommateurs. Les efforts que les fabricants et les commerçants déploient pour y parvenir font d'ailleurs vivre des secteurs entiers de notre économie.

Sauf que la liberté sans règle peut aboutir à l'anarchie. Et rien n'oblige une communauté à tolérer toutes les formes de publicité. Bien sûr, c'est d'abord une question d'équité et de justice. Une administration municipale doit veiller à ce que les commerces de son territoire soient traités le plus équitablement possible. Les camionnettes en cause ne respectent pas la réglementation actuelle; d'un point de vue strictement légal, la démarche de la Ville est donc parfaitement justifiée puisqu'elle rétablit l'ordre en somme.

Mais il y a beaucoup plus. Si les municipalités ont cru nécessaire de réglementer les enseignes publicitaires, c'est que l'absence de contrôle risquerait de mener aux pires excès. Oui, car la pollution visuelle, ça existe. Quand on permet de planter un peu partout des affiches criardes et tapageuses, on permet en fait de défigurer librement le paysage urbain. Or, une ville est avant tout un milieu de vie. Qui appartient à l'ensemble de ses citoyens. Et qu'il faut donc protéger en leur nom contre tout ce qui peut le détériorer.

C'est vrai qu'en réclamant l'interdiction des camionnettes-réclame auprès d'un tribunal, l'administration municipale prend une position qui repose en fait sur une question de goût. Et les goûts, ça ne se discute pas, dit-on.

D'accord, il faut prendre garde à l'arbitraire. Et les élus, municipaux ou autres, doivent éviter d'entraver inutilement le commerce qui constitue une part importante de notre activité économique.

Mais on ne nuit pas forcément à l'économie quand on recherche un certain respect esthétique et une certaine harmonie dans l'expression publicitaire sur les rues. Il suffit d'avoir voyagé un peu pour le savoir. En Europe mais aussi dans beaucoup d'États américains proches de nous, il existe de fort jolies villes où les enseignes sont sobres et de bon goût, et où l'on retrouve pourtant une remarquable vigueur commerciale.

Il faut plutôt se demander si les élus municipaux de Sherbrooke ont l'intention d'aller plus loin et de favoriser un autre modèle d'enseignes publicitaires pour leur ville de façon générale. Sur certaines grandes artères, la rue King Ouest en particulier, on assiste depuis déjà longtemps à une extravagante surenchère de publicités toutes plus agressives et les unes que les autres. Est-ce vraiment l'image que Sherbrooke a intérêt à se donner? Est-ce que ça correspond vraiment au goût des Sherbrookoïses?

Qui sait, l'administration Perrault se gagnerait peut-être facilement l'appui de la population et même des commerçants si elle se montrait plus exigeante dans ce domaine?

Le rédacteur en chef

NDLR: La Tribune publie gratuitement les opinions des lecteurs. Les sujets d'intérêt local ou régional ont la priorité, et nous ne nous engageons pas à publier toutes les lettres reçues. Les lettres doivent être courtes et nous nous réservons le droit de les abrégier. Chaque lettre doit être signée et comporter l'adresse complète de l'auteur avec son numéro de téléphone. Ces renseignements restent confidentiels, seuls les noms de l'auteur et de la ville d'origine apparaîtront dans le journal. Les lettres anonymes comme les lettres injurieuses ne seront pas publiées.



TRIBUNE LIBRE

Réflexe de colonisés

M. Jacques G. Desjardins
Directeur de l'école Saint-Antoine
Lennoxville

Les dirigeants du Mouvement Estrien pour le Français ne sont pas les seuls à ressentir «une inquiétude» au sujet du projet de l'école Saint-Antoine. A titre de parent (dont une qui fréquente votre école et deux autres qui la fréquenteront dans quelques années), de diplômé en littérature anglaise et au nom de mon expérience de prof d'anglais langue seconde (15 ans, incluant des expériences comme prof dans des classes d'immersion), je me permets, puisque vous avez vous-même porté le débat sur la place publique dans le journal La Tribune du 23 mars 1995, d'exprimer mes inquiétudes face à votre projet.

Je voudrais d'abord dénoncer la méthode plutôt lapidaire de votre consultation auprès des parents concernés dont vous utilisez les résultats pour affirmer d'une manière péremptoire que votre projet d'enseignement intensif de l'anglais correspond à un désir des parents et des élèves du milieu: les parents de l'école Saint-Antoine ont bel et bien été invités à se prononcer (un questionnaire, avec les enfants comme courrier) sur le projet que vous avez d'offrir aux plus doués l'opportunité de suivre un programme d'enseignement intensif de l'anglais en sixième année. Vous leur avez offert le choix entre ça et rien. Faudrait-il maintenant se surprendre que 80% des parents aient choisi «ça»? Quel parent avec des

fibres normales ne serait pas tenté d'accepter une telle offre? En effet, nous aimons tous penser que, rendu en sixième année, notre enfant se retrouvera parmi ceux à qui on offrira «une fenêtre sur le monde» parce que, plus doué, il sera en mesure de passer à travers le programme régulier dans la moitié du temps requis normalement et pourra ensuite s'adonner à «un bain linguistique»? Par ailleurs, comment osez-vous aujourd'hui parler d'enseignement intensif des autres matières alors qu'il n'est depuis toujours question de l'anglais et d'enseignement accéléré des autres matières?

Si j'ai des inquiétudes quant à la forme de la consultation menée, j'en ai aussi sur le fond, croyez-moi et je cherche encore dans vos arguments celui qui pourrait me rassurer. Commençons par «l'anglais une fenêtre sur le monde»: est-ce à dire que l'apprentissage de l'espagnol, du japonais, du serbo-croate (par les temps qui courent), de l'allemand, de la mathématique, de la musique, des arts, de l'histoire, de la géographie, n'offrent pas «une fenêtre sur le monde»? Pourquoi l'anglais?

Vous citez ensuite des études récentes concluant que ce programme permet «aux jeunes Québécois et Québécoises d'en arriver à une plus grande maîtrise de la langue seconde...» et que ce «programme intensif donne des résultats positifs, non seulement pour l'anglais, mais aussi pour le français et la mathématique.»

(...)Nous sommes nous jamais posé la question sur les avantages et les bénéfices que pourraient retirer nos enfants du temps ainsi libéré si on l'utilisait pour leur offrir un programme d'immersion en musique, en géographie, en histoire, en science de la nature? Pourquoi l'anglais et seulement l'anglais?

S'ouvrir sur le monde suppose assumer sa famille, sa nationalité, développer son identité: les jeunes qui seront passés par votre école au primaire auront, en terminant leur secondaire, étudié de l'anglais à chacune de leurs années d'études secondaires en plus de l'avoir étudié intensivement pendant la moitié de leur sixième année au primaire. Pendant ce temps, ils auront été limités à un maigre cours d'environ cent heures en histoire nationale et absolument rien en histoire locale ou du monde contemporain. Et c'est encore un peu moins reluisant en géographie par exemple. Quel message lançons-nous à nos enfants particulièrement à ceux qui n'auront pas eu «la chance de bénéficier» de ces programmes d'immersion? J'ai bien peur qu'on donne à ces programmes une importance démesurée qui reflète plus notre masochisme collectif que le résultat d'une réflexion sérieuse. C'est le retour par la porte arrière de notre vieux réflexe de colonisés qui poursuit une partie des parents francophones québécois à envoyer leurs enfants dans les écoles anglaises avant que la loi ne vienne l'interdire(...)

Jacques Ouellette
Lennoxville

Merci pour cette haute marque de reconnaissance. Merci d'avoir porté les hommages jusqu'à repousser les frontières du papier et permettre la rencontre sensible autour d'une table. Et surtout, merci d'avoir ajouté à ma précieuse collection, un instant d'immortalité... Merci, même en retard.

Michell Quintin
Mérite Estrie/culturel

Merci!

Toute petite j'avais le sentiment que si je ne disais pas «merci» au bon moment, il devenait inutile de tenter de me reprendre par la suite... Séquelle probable des leçons de bienséance héritées de mon éducation...

Pourtant, j'ai reçu plusieurs mercis en retard et ceux-ci se sont logés au fond de moi sans jamais faire ce genre de discrimination. Bien au contraire, ils font partie

d'une collection d'instant, que je garde précieusement à l'abri du temps.

Peut-être en est-il de même pour tous ceux et celles à qui s'adresse aujourd'hui mon plus grand «merci»? en retard. Je veux parler de l'équipe du journal La Tribune, qui recevait le 9 février dernier, au théâtre Granada, les 52 personnalités du Mérite Estrie 1994.

LETTRE OUVERTE

La drogue à l'école

Les dirigeants de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke tiennent à faire une mise au point relativement aux divers propos et commentaires sur les habitudes de consommation et de vie des élèves du secondaire en ce sens que les données sont à la fois partielles et prématurées.

Tout d'abord, il est bon de rappeler qu'en 1991, le ministère de l'Éducation, en collaboration avec le Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval, avait réalisé une enquête sur les habitudes de vie des élèves du secondaire. Or, ce document a constitué un outil de travail destiné aux écoles secondaires du Québec pour leur permettre de réaliser un sondage semblable auprès de leurs élèves et de tracer leur profil de milieux-écoles selon les thèmes abordés dans le questionnaire. Ce profil pouvant, par la suite, être comparé à celui obtenu au niveau de la province.

La conjoncture

Au début de l'hiver 1994-1995, les éducateurs en prévention de la toxicomanie travaillant notamment au sein des écoles secondaires de la CSCS ont réalisé à leur tour une enquête locale. Toutefois, les données qui ont été rendues publiques récemment n'ont été en aucune façon ni validées, ni analysées à leur mérite par les autorités en cause.

Il appert, aux yeux des autorités de la CSCS, que la conjoncture actuelle faisant état de la fin du contrat des éducateurs n'est pas étrangère à la publication prématurée de ces résultats et ces derniers ne permettent pas pour l'instant une comparaison valable et fondée avec l'ensemble du Québec sans avoir été au préalable validés par les autorités en place. En outre, il serait téméraire méthodologiquement de comparer les résultats de Sherbrooke en 1994-1995 à la situation du Québec en 1991 pour prétendre à une situation pire à Sherbrooke qu'ailleurs. Il faudrait à tout le moins refaire l'étude à la grandeur du Québec en 1994-1995.

Tolérance zéro

L'attitude des autorités de la CSCS et des directions des écoles secondaires face à la consommation de la drogue et autres produits néfastes pour la santé des jeunes demeure «tolérance zéro». La collaboration soutenue avec les divers corps policiers de la région constitue la preuve évidente de cet état d'esprit.

De plus, les dirigeants s'élèvent contre les comparaisons non fondées et de la divulgation prématurée de données qui dramatisent à l'extrême dans le but d'infléchir l'administration concernant le maintien d'éducateurs en milieu scolaire jusqu'à la fin du mois de juin et d'alerter l'opinion publique de manière injustifiée par des statistiques qui pèchent par un manque flagrant d'intégrité méthodologique.

En somme, la CSCS investit depuis deux ans dans des mesures préventives et l'embauche de personnels spécialisés en toxicomanie. Si, à l'analyse, les résultats de l'enquête se confirmaient, la direction de la Commission s'interrogera très sérieusement sur la pertinence de ses choix eu égard à ce dossier.

Jean-Marc Biron
Responsable des communications
Commission scolaire
catholique de Sherbrooke



85 ans... ensemble



Les correspondants, une armée de l'ombre indispensable

J'en suis encore écarlate de confusion.

J'ai commis une bourde épouvantable la semaine dernière: j'ai construit le pont Duplessis entre Trois-Rivières et Sainte-Angèle plutôt qu'entre Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine et je l'ai fait dégringoler dans le fleuve Saint-Laurent plutôt que de le faire tomber dans la rivière Saint-Maurice. A côté de ma gaffe, l'anachronisme qui a échappé à la vigilance de Paul-André Comeau quand, dans l'introduction de l'ouvrage fouillé qu'il a consacré au Bloc populaire, il a fait entrer le Japon en guerre contre les États-Unis le 7 décembre 1942, soit un an en retard, est une vétérite qui n'a même pas agité le pont des Chapelets d'un tremblement.

C'est une dame qui m'a gentiment fait comprendre que j'aurais de la difficulté à obtenir la note de passage à un examen de géographie. Elle était passablement mieux pla-

cée que moi pour témoigner de l'événement: quand le pont Duplessis a largué ses amarres, elle habitait Deschailons, presque à vue de nez de Trois-Rivières; elle a conservé un souvenir indélébile de la catastrophe; elle se rappelle aussi par coeur



Gilles DALLAIRE

et m'a même chanté au téléphone la chanson en vers de mirilton inspirée à un poète au coin par l'événement et la levée de fonds lancée pour hâter la reconstruction du pont.

J'ai la nostalgie facile, je l'avoue humblement. Notre conversation terminée, je n'ai pas pu empêcher ma mémoire de faire un saut périlleux arrière et de me ramener à l'époque où j'ai fait mes débuts dans le journalisme.

Je suis entré par la grande por-

te, sur le tapis rouge ou presque, au fabuleux salaire de 35 \$ par semaine, à peine un peu plus que ce que je gagne pour une heure de travail présentement. A cette époque-là, les journalistes, à tout le moins ceux qui travaillaient en dehors de la maison-mère, prenaient le temps qu'il fallait pour faire le travail qu'il y avait à faire et s'arrêtaient quand il ne restait plus rien à faire. Il fallait être partout: aux séances du conseil de ville, aux assemblées de la Chambre de commerce, aux soupers des clubs sociaux, aux expositions du Cercle des fermiers, aux séances du conseil de comté aux séances de la Cour des sessions de la paix, aux funérailles et j'en passe.

Les semaines de travail étaient longues et, pourtant, j'ai eu de la chance car moi, au moins, je touchais un salaire régulier, à la différence des correspondants qui, eux, touchaient une rémunération symbolique seulement si et quand leurs

textes étaient publiés.

Je ne pense pas exagérer en avançant que la minuscule poignée de journalistes que nous étions au début des années 1960 a mangé maigrement mais mangé tout de même sur le bras de l'armée des ombres que formaient les correspondants.

Ces correspondants, l'Office de la langue française, l'incroyable OLF, comme je raccourcis son nom quand je laisse ballier la bride sur le cou de mon penchant pour la médiocratie, les appelle pudiquement des journalistes pigistes, probablement parce que, pour survivre, ils doivent piger dans une assiette où nous prenons la précaution de ne rien laisser. Nous les regardons de haut avec une morgue assaisonnée de mépris et, quand un personnage temporairement influent s'amenait dans le village où besognait l'un d'entre eux, il ne nous serait même pas venu à l'idée de laisser au moins l'humble tâcheron serrer la pince du visiteur.

Nous prenions toute la place. Notre attitude à son endroit était la copie carbone de l'attitude d'une ancienne présidente du Parti libéral du Canada, Iona Campagnolo, et de l'attitude actuelle d'une partie de la presse nationale envers la presse régionale.

Parmi ces soldats inconnus dont les textes étaient tous signés DNC, il y en a quelques-uns qui, à force de travail, se sont fait un nom. Je pense notamment à Bertrand Gosselin et à Jean Arel que j'entends à la radio avec un plaisir quotidiennement renouvelé. Je pense également à Guy Crevier qui s'est hissé à la présidence de Télé-Métropole. Il y en a d'autres mais, tout compte fait, leur nombre est infime à côté de celui de ceux qui ne sont jamais sortis de l'ombre.

J'en ai retrouvé un au début de la semaine dans la page des décès, cette page où je retrouve de plus en plus de connaissances perdues de vue. C'était Zéphyrin Rousseau, la

mémoire vivante de Sawyerville où il a été barbier pendant une soixantaine d'années, secrétaire-trésorier pendant 25 ans et, pour faire le compte, correspondant de La Tribune pendant une bonne quinzaine d'années.

C'est en partie grâce des soldats de l'ombre comme Zéphyrin Rousseau qui, à 93 ans, suivait des cours à l'Université Laval, comme Georges-André Béchard qu'une cécité subite n'a pas empêché de suivre au jour le jour pendant une vingtaine d'années les événements dont Prinzeville et ses environs étaient témoins, comme Germaine Pomerleau, Rosaria Pellerin, Yvonne Dallaire, Maxime Doyon et des centaines d'autres que La Tribune a pu faire écouter le pouls de l'Estrie à ses lecteurs depuis 85 ans. Je m'incline bien bas devant ces femmes et ces hommes: je leur dois une partie de ce que je suis et de ce que j'ai.

ADMINISTRATION

Raymond Tardif
Président et éditeur

Jean-Guy Farah
Vice-président
Finances et administration

RÉDACTION

Jacques Pronovost
Rédacteur en chef

Stéphane Lavallée
Directeur de l'information

PUBLICITÉ

François Fouquet
Directeur

Alain LeClerc
Jocelyn Godbout
Adjoints au directeur

PRODUCTION

Daniel Gauthier
Directeur

André Roberge
Contrôleur et
adjoint au directeur

COMPTABILITÉ

André Coriveau
Contrôleur

Julienne Poulin
Gérante du crédit

TIRAGE

Pierre Dubois
Directeur

André Couston
Adjoint au directeur



Sur ce dernier point, les responsables ont soutenu que malgré les mots, les représentants des syndicats, une fois directement associés à la démarche, trouveront bien la façon de cheminer dans le même sens. «C'est sûr qu'il faudra la bonne collaboration de tous les groupes. Et pour ce qui est des salariés, l'organisation qu'on travaille à mettre en place est justement dans le but de sauver le maximum d'emplois, compte tenu des compressions que nous devons absorber», a convenu pour sa part Gilles Castonguay, de l'Hôtel-Dieu.

Phase corsée de la réorganisation des services de santé La décision de fermer l'Hôtel-Dieu ou St-Vincent prise avant le 2 octobre

François GOUGEON Sherbrooke

Même si elle s'annonce plus corsée que la première, la seconde étape de la transfiguration du réseau hospitalier de soins de courte durée de la région sherbrookoise va en arriver à une même conclusion positive, a soutenu hier la présidente du consortium, Sylvie Archambault.

«C'est vrai que ce qu'il reste à faire ne sera pas facile: identification du site à fermer à Sherbrooke, réorganisation des services cliniques, fermeture de lits, regroupement des fondations... Mais on a la volonté ferme de réussir car on n'a pas le choix, tout le monde ensemble, de passer par ces changements», a précisé Mme Archambault.

Celle-ci intervenait de la sorte à l'issue d'une conférence de presse convoquée en fin de journée, pour entériner devant les caméras la signature du protocole de fusion du CHUS et des centres hospitaliers Hôtel-Dieu et Saint-Vincent-de-Paul. Le nouvel établissement, on le sait, portera le nom de Centre universitaire de santé de l'Estrie et les responsables s'attendent à ce que les lettres patentes de la nouvelle corporation soient émises pour la fin de juin. Son siège social sera situé à Sherbrooke, mais le lieu précis sera connu ultérieurement; dépendant qui de Saint-Vincent-de-Paul ou de l'Hôtel-Dieu conservera sa vocation (la décision du site à fermer devrait être connue pour le 2 octobre).

L'événement d'hier marquait la fin de la première ronde dans la réorganisation annoncée l'an passé. «Il y a quelques mois à peine, en décembre, c'était impensable pour des gens d'en arriver là. Et c'est vrai que ça n'a pas été toujours facile. Mais aujourd'hui, cette étape est acquise», a noté Mme Archambault, à propos du protocole qui définit les différentes modalités de la fusion, assure le principe de la meilleure accessibilité et qualité de soins de santé et garantit le maintien de l'enseignement et de la recherche médicale dans la région.

Avec le même optimisme, tant la présidente du consortium que les représentants des trois établissements concernés, Gilles Castonguay, Jean-Roch Perron et Pierre Geoffroy, sont convaincus que la seconde étape permettra d'en arriver à une même fin heureuse, «pour le bénéfice de tout le monde...».

Vers un plan d'action contre la drogue et l'alcool à la CSCS

Sherbrooke (GF)

C'est à la mi-mai que la direction de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke (CSCS) s'assoira avec les directions d'école et analysera le sondage mené auprès des élèves afin de déterminer, notamment, leurs attitudes face à la drogue et l'alcool. C'est à ce moment-là que seront prises des décisions quant aux types d'intervention à privilégier pour l'année 1995-1996.

C'est ce que précise le directeur général de la CSCS, Gilles Taillon, en marge de la publication, la semaine dernière, d'un sondage qui, à prime abord, semblait révéler une situation dramatique dans les écoles secondaires à Sherbrooke par rapport à ailleurs au Québec.

À ce sujet, M. Taillon reprend une information diffusée par la suite et selon laquelle on ne comparait pas des pommes avec des pommes, lorsqu'on a mis en parallèle un sondage québécois mené en 1991 auprès de 4000 élèves et le sondage sherbrookoïse qui porte sur la situation en décembre 1994 et janvier 1995 et tel que dépeinte par près de 5000 jeunes du secondaire.

«Tout ce qu'on sait, c'est que la situation s'est grandement détériorée depuis 1991, à travers le Québec. La Commission scolaire de Ste-Foy qui a refait un sondage à ce sujet, récemment, concluait à une détérioration et faisait état d'une situation qui, finalement, est semblable à celle de Sherbrooke... On ne pourrait donc pas dire que la situation est pire à Sherbrooke.»

Selon M. Taillon, la CSCS n'a pas eu le temps de valider et d'analyser le sondage piloté par les quatre intervenants en toxicomanie.

APPORTEZ
ET
RECEVEZ



UN SOUS-MARIN 6"
GRATUIT

LIMITE DE UN SOUS-MARIN RÉGULIER 6"
GRATUIT PAR CLIENT.

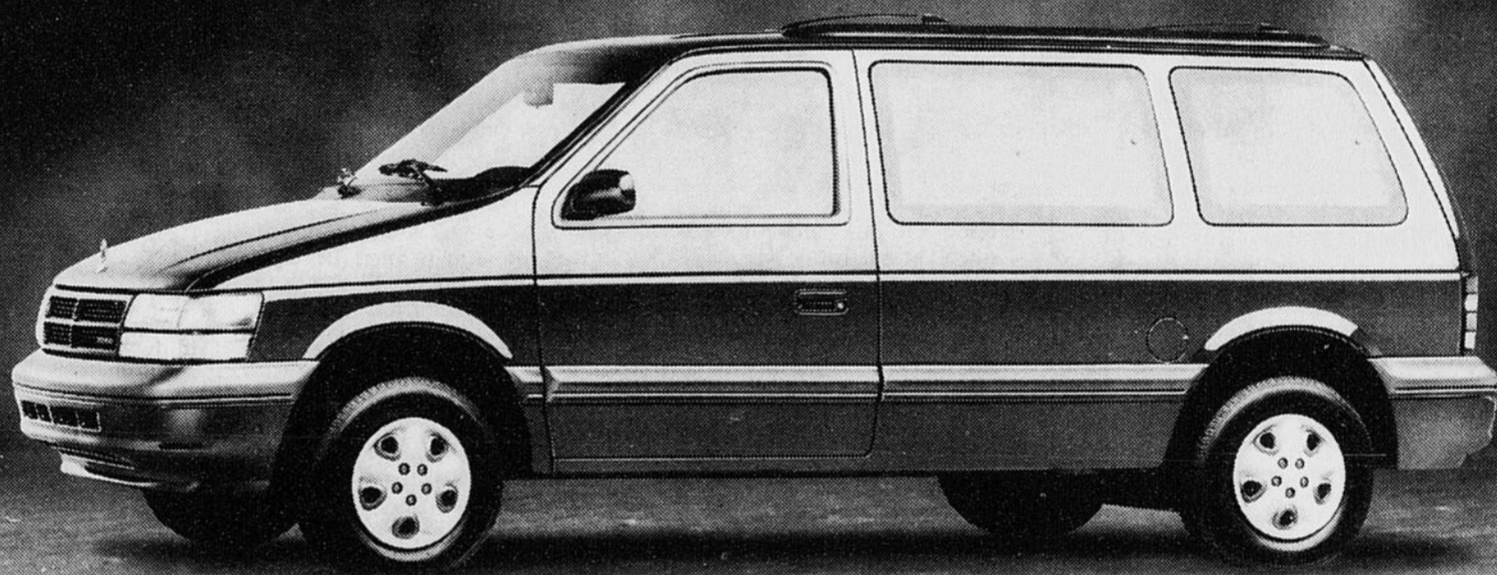


EN COLLABORATION AVEC:



FESTIVAL DE LA NOURITURE '95 DE SUBWAY
DIMANCHE, 23 AVRIL, 3H00 À 4H46 P.M.

PRENEZ-EN SOIN.



La pluie, la neige, la gadoue, l'usure... notre climat mène la vie dure à votre véhicule.
Pour garder votre véhicule Chrysler en bon état, confiez son entretien aux experts Chrysler.

SERVICE CINQ ÉTOILES



- 1. LES TECHNICIENS FORMÉS PAR CHRYSLER**
Les gens qui connaissent le mieux votre véhicule Chrysler.
- 2. LES PIÈCES DE RECHANGE MOPAR**
Les seules pièces approuvées par les ingénieurs Chrysler.
- 3. LE SERVICE ET LA COMMODITÉ**
Vous n'avez pas de temps à perdre et nous y voyons.
- 4. L'ATTENTION ET LA COURTOISIE**
Nous apprécions votre fidélité et tenons à vous le démontrer.
- 5. LES PRIX CONCURRENTIELS**
Jour après jour, notre Service Cinq Étoiles vous est offert à prix abordables.

VIDANGE D'HUILE ET REMPLACEMENT DU FILTRE

Notre garantie Cinq Étoiles!
«Prêt à l'heure promise... ou rien à déboursier!»

19⁹⁹\$*

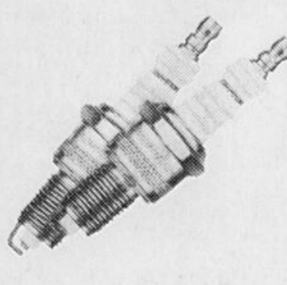
Comprend jusqu'à 5 litres d'huile à moteur Mopar Premium, un filtre à huile Mopar et une inspection en 15 points.



* S'applique à la plupart des véhicules de Chrysler Canada. Détails chez le concessionnaire.

MISE AU POINT DU MOTEUR

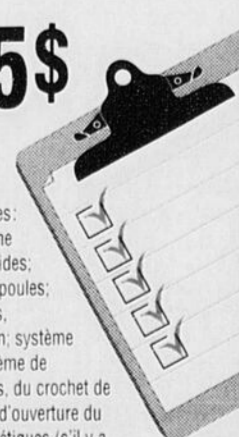
59⁹⁵\$
4 cylindres
69⁹⁵\$
6 cylindres
79⁹⁵\$
8 cylindres



Comprend le diagnostic du moteur • la pose de bougies Mopar • le réglage du point d'allumage et du ralenti, s'il y a lieu • le réglage et le serrage de la tension de toutes les courroies • la vérification des câbles d'allumage, de la soupape RGC, des flexibles, du filtre à air et de la batterie • applicable à la plupart des véhicules. Toutes autres pièces et main-d'oeuvre en sus. Voyez votre conseiller technique pour les détails.

INSPECTION «LA TRANQUILLITÉ D'ESPRIT»

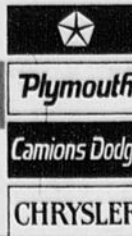
À PARTIR DE
24⁹⁵\$



Comprend les vérifications suivantes: batterie et circuit de charge; système de refroidissement; niveaux des fluides; balais d'essuie-glace; phares et ampoules; flexibles, brides et courroies; pneus; amortisseurs/jambes de suspension; système d'échappement; thermostat et système de chauffage; graissage des charnières, du crochet de sécurité et du câble de commande d'ouverture du capot; soufflets des joints homocinétiques (s'il y a lieu). Voyez votre conseiller technique pour les détails.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

PERSONNE NE CONNAÎT MIEUX VOTRE VÉHICULE CHRYSLER
QUE VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER.



AVENTURE

ELECTRONIQUE

LA PLUS GRANDE CHAÎNE EN ÉLECTRONIQUE DU QUÉBEC!

**GRATTEZ
ET
ÉPARGNEZ
INSTANTANÉMENT**

JUSQU'À 10000\$

- SONY
- Panasonic
- JVC
- SANYO
- HITACHI
- RCR
- Canon
- TOSHIBA
- MITSUBISHI
- GoldStar®
- PIONEER
- KENWOOD
- aiwa
- FISHER
- harman/kardon
- Cerwin-Vega
- BOSE
- MISSION
- Messina®
- JBL
- audiosphere
- YAMAHA
- RECOTON
- MAYTAG
- MOFFAT

- TÉLÉVISEURS
- MAGNÉTOSCOPIES
- CAMÉSCOPES
- AUDIO
- RADIOS D'AUTO
- RADIOS
- ORDINATEURS
- ÉLECTROMÉNAGERS
- TÉLÉVISEURS
- MAGNÉTOSCOPIES
- CAMÉSCOPES
- AUDIO
- RADIOS D'AUTO
- RADIOS
- ORDINATEURS
- Packard Bell
- Apple
- AST
- REVEAL
- DESIGN SERIES 3a
- NEC

Recherchez les produits affichant la mention "GRATTEZ ET ÉPARGNEZ INSTANTANÉMENT". Vous pourriez recevoir une réduction pouvant aller de 20\$ à 1000\$! Chaque carte à gratter vous donne automatiquement une réduction minimum de 20\$ sur votre achat. Détails en magasin. Cette promotion ne peut être combinée à une autre.

AUCUN DÉPÔT MÊME SUR LES TAXES!

AUCUN INTÉRÊT!

NE PAYEZ RIEN AVANT

1996

SUR PRODUITS SÉLECTIONNÉS. SUJET À L'APPROBATION DU CRÉDIT. DÉTAILS EN MAGASIN. CETTE PROMOTION NE PEUT ÊTRE COMBINÉE À UNE AUTRE.

PAS DE FRAIS CACHÉS!

PAS DE PAIEMENTS MENSUELS!

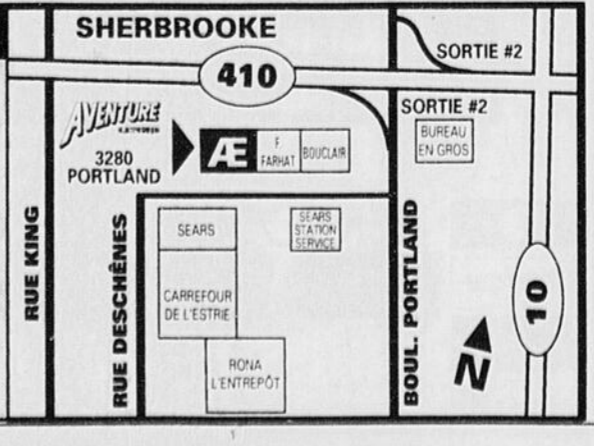


Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles sont des démonstrateurs ou fin de ligne et ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. *Durant 30 jours suivant l'achat aux mêmes conditions, dans la même région, chez un marchand autorisé qui a la marchandise en stock.



SUPERMAGASIN

À côté du
CARREFOUR DE L'ESTRIE
3280, Boul. Portland
346-6633



2 BOUTIQUES

CARREFOUR DE L'ESTRIE
3250, Boul. Portland
Tél.: 820-1476
Tél.: 820-1732